

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

LE CARNET DU SAUVAGE : Le départ de Poincaré. — La journée rouge du 1^{er} Août. —
L'Unité syndicale en recul ? (Pierre Monatte.)

L'héritage du Czar ou celui de Lénine ?

La seule solution révolutionnaire :
Rendre aux Chinois l'Est-Chinois

par Robert LOUZON

PARMI NOS LETTRES : La condamnation scandaleuse de J. Burguet.

A TRAVERS LES LIVRES : A l'Ouest, rien de nouveau, par E. M. Remarque (B. Giauffret).
— Standards, par H. Dubreuil (P. Monatte). — Le calcul intégral facile et attrayant, par G.
Bessière (A. V. Jacquet). — La piste dangereuse, par J. O. Curwood (L. C.). — L'Allemagne
et la politique européenne, par Fr. Stieve (R. L.).

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : Une résolution des Correcteurs : l'Unité syndi-
cale nécessaire et possible. — Dans l'Internationale de l'Enseignement : l'échec d'une expé-
rience d'unité (H. Fulconis). — La réponse des Normaliens de Quimper. — Réponse à Rollo
(Roger Hagnauer). — La fin du Congrès des Métaux (Le critiqueur). — Une mise au point.

FAITS ET DOCUMENTS : Les faits de la quinzaine. — Les raisons de l'autonomisme alsacien.

ENTRE NOUS : Un effort d'ensemble pour la R. P.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1^{er} et le 15)

Rédaction et Adm. : 54, r. du Château-d'Eau Paris-X^e

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la Révolution Prolétarienne publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

- | | |
|--|--|
| Le Carnet du Sauvage
(P. Monatte) | Les Notes Économiques
(R. Louzon) |
| La Renaissance du Syndicalisme
(Par les militants de la Ligue Syndicaliste) | |
| Farmi nos Lettres
(De tout et de tous) | A travers les Livres
(A. Rosmer, B. Glaufrét,
A. Richard, etc.). |
| Lettres de l'Internationale
(De Russie, d'Angleterre, des États-Unis, d'Allemagne,
etc., etc.) | |
| Faits et Documents | |

COLLABORATEURS

G. AIRELLE, E. ALLOT, J. AUFRÈRE, J. BALDACCIO,
H. BERTH, Marthe BIGOT, M. CHAMBELLAND, J. CÉVENOL,
F. CHARBIT, J. et J. CORNEC, V. DELAGARDE, MAX EMILE,
FINIDORI, H. FULCONIS, A. GARNERY, B. GIAUFFRET,
MAX EASTMAN, JEAN GLAIVE, V. GODONNÈCHE, R. HAGNAUER,
G. LACOSTE, F. LORIOU, R. LOUZON, A. MAROUY, L. MAR-
BEE, J. MENNIL, P. MONATTE, G. NICOLAS, J. PÉRA, R. W.
POSTGATE, A. RICHARD, A. ROSMER, R. ROUVIANE, C. TALÈS,
A. THÉVENON, G. THOMAS, A. VILLEVAL, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : Révolution Prolétarienne 734-05.)

PERMANENCE POUR LA REDACTION ET L'ADMINISTRATION :

Tous les après-midi, sauf le dimanche, de 14 à 19 heures

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1^o De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2^o De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3^o De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'État ;

4^o De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5^o De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-X^e.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflor » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).



Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne" "LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.
Prix : 9 fr.

Franco 11 fr.
Étranger 14 fr.

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

Le départ de Poincaré

Quinzaine orageuse; trois événements, d'inégale importance, ont fait l'effet de coups de tonnerre : le conflit russo-chinois, les nouveaux exploits de Tardieu, le départ de Poincaré.

Le conflit russo-chinois est de beaucoup le plus important. Louzon l'examine sérieusement et en montre le caractère véritable. Je ne veux en regarder qu'un côté, la difficulté, sinon l'impossibilité de se faire une opinion sur de tels conflits au moyen de la presse quotidienne, l'Humanité comprise.

L'autre quinzaine, nous avons reproduit aux Documents une lettre relative à la politique étrangère du Temps et à ses budgets de publicité. Publiée par l'Action Française, cette lettre terrible n'a fait l'objet d'aucune réponse. Sans doute, les dirigeants du Temps ont-ils préféré amortir le coup en faisant le plus complet silence. Ils y ont si bien réussi qu'aucun autre journal n'en a parlé. Rien d'étonnant de la part de l'Humanité; le gouvernement russe a consenti évidemment un budget aux diplomates du Temps. Un grand budget à 1.200.000 fr., un petit à 600.000, ou un très petit à 250.000? Sans doute un grand. Et l'Humanité est bien obligée de se taire. Mais tous les autres journaux, Populaire et Peuple dans le nombre, ont fait ceux qui ne savaient rien. Pourquoi? Demandez-le leur.

Aussi quand arrivent des incidents qui peuvent entraîner la guerre, les journaux n'ont pas à projeter la lumière sur les causes de ces conflits; leur rôle se borne à défendre les intérêts des clans et des Etats dont ils dépendent. La tâche de la classe ouvrière dans sa défense de la paix est rendue singulièrement difficile.

Il est vrai qu'on l'aura largement abreuvée, par contre, de détails sur la crise gouvernementale superficielle du moment. Que Poincaré parte et soit remplacé par Briand, quelle importance cela a-t-il?

Après son discours de plusieurs jours, le pauvre grand homme s'était presque fait désavouer par la Chambre. Huit voix de majorité, quelle blessure pour son amour-propre! Surtout, quel manque de caractère il avait montré en ne faisant pas front à Franklin-Bouillon, et en se laissant renvoyer à Washington pour y recueillir un camouflet.

Poincaré part, mais Briand ne fera rien d'autre que de continuer à appliquer sa politique, la politique de la bourgeoisie française contrainte de ratifier les dettes aujourd'hui, d'évacuer la Rhénanie demain, pressée par l'Amérique de liquider la dernière guerre. Que Briand fasse un cabinet de concentration à gauche, à droite ou au centre, la politique qu'il fera sera pareille.

D'après La Journée Industrielle, les sacrifices que peut comporter, pour certains éléments importants du Parlement, la liquidation de la guerre, auraient été plus facilement consentis à Poincaré qu'à son succes-

seur. Evidemment, mais ces éléments avaient besoin de passer leur colère sur quelqu'un. C'est ainsi qu'ils ont mis leur grand homme, le petit homme de la grande guerre, dans l'obligation de les chapitrer pendant huit jours et sans grand résultat immédiat. Briand recueille une succession moins difficile, qu'il ne paraît. Les « sacrifiés » ont passé leur mauvaise humeur en cassant leur grand homme. Il ne leur reste plus qu'à se résigner. Quelques airs de violoncelle les y aideront.

La Journée rouge du 1^{er} août

Vous auriez dû publier la résolution du Comité National des Ports et Docks en tête du numéro, tout au moins la sortir en gros caractères, m'a dit un camarade.

Il est certain qu'elle dit exactement et fermement tout ce qu'il y avait à dire. Rappelons-en quelques passages essentiels :

Le Comité National soucieux des intérêts immédiats de ses mandants, considérant que cette grève générale du 1^{er} août 1929, a été préparée sans consultation des syndiqués et des organismes réguliers de la C.G.T.U., sur simple décision du sommet d'un parti politique, avec l'agrément des dirigeants confédéraux et du Secrétaire international représentant en France l'I.S.R.;

Considérant, d'autre part, que les mots d'ordre émanant de l'I. C. sont de nature à créer des putschs dont la classe ouvrière serait seule victime, et qui seraient, en outre, susceptibles de porter atteinte aux intérêts des organisations syndicales dont les libertés sont déjà si gravement compromises;

Auxquels considérants viendra s'ajouter une répression féroce qui pourrait faire de cette Journée une Journée vraiment rouge.

Devant de telles responsabilités, comprenant très bien que les militants sont placés devant le dilemme suivant : ou être appelés jaunes ou briser sciemment leurs propres organisations.

Pour ces motifs, le Comité National opte pour la première hypothèse, préférant l'insulte et la calomnie que contribuer à détruire leurs syndicats, fruits de tant d'efforts fournis pendant de longues années.

Le Comité National des Ports et Docks n'a pas fait qu'exprimer le sentiment des dockers, mais celui de l'ensemble des syndiqués de la C. G. T. U. S'il y avait eu dans les autres organisations, et notamment dans celles qui sont toujours au premier rang dans la lutte, des militants capables, comme ceux des Ports et Docks, de braver les insultes, c'est ce langage qu'ils auraient tenu. Chez les terrassiers comme chez les chauffeurs de taxis. A l'assemblée de ces derniers, Salle Wagram, l'état d'esprit était tel que les dirigeants orthodoxes durent modifier leurs mots d'ordre pour la journée du 1^{er} août. Chez les terrassiers et les cimentiers on marche, puisque les militants se sont en-

gagés et qu'en outre le pouvoir a emprisonné leurs secrétaires, mais le bon sens prévaut en dépit de toutes les excitations. Dans les rangs mêmes du parti communiste, nous assure un de ses militants, jamais il n'y a eu un malaise aussi général et autant de colère sourde contre les dirigeants. C'est ce malaise des cadres de la C. G. T. U. et du parti communiste que Dudilieux et Berrar ont dû exprimer dans les discussions du Bureau confédéral et de la Commission Exécutive de la C. G. T. U. Cela leur vaut d'être « démissionnés ». S'ils avaient eu le courage des militants des Ports et Docks qu'est-ce que cela leur aurait valu ?

On leur aurait probablement dit ce que nous raconte un galopin dans la Vie Ouvrière, qu'il n'y a pas de différence entre leurs arguments et ceux de l'Ami du Peuple, qu'ils se font les auxiliaires et les alliés de Chiappe et Tardieu.

Des auxiliaires de Chiappe, il n'en manque pas, jusque dans les hautes sphères du parti communiste, s'il est vrai que le lieu de la conférence fixé en secret et au tout dernier moment à Villeneuve-Saint-Georges, a été connu de la police de telle façon que ses agents étaient là-bas prêts à y cueillir tous les délégués. Tant de découvertes de mouchards ont été faites depuis quelque temps, que nos censeurs feraient mieux de réserver cette insulte pour leur propre cercle.

Nous estimons, au contraire, qu'il y a une autre manière de se faire les auxiliaires de Tardieu, de Chiappe et de l'Ami du Peuple. Cette trinité a besoin de grossir le danger communiste. Comment Tardieu et Chiappe se poseraient-ils en sauveurs de la bourgeoisie si ce danger n'existait pas ? Comment Coty, qui tremble dans sa peau de nouveau riche, et qui a besoin de communiquer sa frousse à tous ses congénères, pourrait-il faire cracher pour ses entreprises de presse le patronat du Textile et du Caoutchouc ?

Aujourd'hui, comme hier dans la tentative fasciste de Valois, le jeu est pareil. Les dirigeants communistes font bêtement les bravaches; il y a cinq ans, ils avaient l'excuse de croire qu'ils étaient, style Doriot et Vaillant-Couturier, sur le seuil de la prise du pouvoir, ils avaient l'excuse de leur incompréhension de la situation; aujourd'hui, où ils ont vidé parti communiste et C.G.T.U., ils multiplient les fanfaronnades pour masquer leur faiblesse, pour la masquer à Moscou et peut-être se la masquer à eux-mêmes. Mais ils font à merveille la besogne de Tardieu et de Chiappe. Ceux-ci peuvent se permettre tous les attentats contre les organisations, contre les individus, contre la liberté de presse et de réunion. Nulle protestation au Parlement, aucune réaction vigoureuse dans le pays.

Tardieu ne sera pas expédié à Cayenne, ni les dirigeants du parti communiste à Charenton. Mais pendant ce temps, le patronat aura consolidé sa domination de mille manières sur une classe ouvrière désorganisée et démoralisée.

En 1924, une période admirable s'ouvrait devant

l'organisation révolutionnaire. Il s'agissait d'encadrer la classe ouvrière portée d'instinct vers les groupements et les syndicats révolutionnaires, de pousser le travail d'organisation et d'éducation. Si cette période avait été utilisée, si la tâche qui devait être faite l'avait été, le mouvement ouvrier français serait dix fois plus fort qu'il ne l'était alors, au lieu d'être impuissant. Le patronat devrait compter avec lui au lieu d'en rire. Et les fauteurs de guerre trouveraient, le jour venu, une force insurmontable sur leur route.

Au lieu de cela, nous enregistrerons, ce 1^{er} août, en dépit de la colère soulevée par les centaines d'arrestation de Tardieu et Chiappe, une troisième défaite de notre mouvement.

L'unité syndicale en recul ?

L'idée de l'unité syndicale a marqué depuis deux ans un recul sérieux. Au moment où les deux C.G.T. vont tenir leur congrès national, regagnera-t-elle une partie du terrain perdu ? Chassée des deux côtés comme une pestiférée osera-t-elle montrer à nouveau son visage ? Bien sûr qu'elle l'osera. Sera-t-elle mieux accueillie ? Ça, c'est une autre affaire.

On lira, à la « Renaissance du Syndicalisme », la résolution que le Syndicat parisien des Correcteurs a décidé de présenter au Congrès fédéral du Livre confédéré et à celui de la C.G.T. Sur un point capital elle se distingue de la résolution des cheminots de Paris-Rive-Droite qui fit couler tant d'encre il y a deux ans et souleva tant d'espoirs qui devaient être vite déçus.

La résolution de Paris-Rive-Droite avait le défaut de supposer que les deux C.G.T. étaient disposées à s'unir et qu'il ne s'agissait plus que de débattre les modalités de la fusion. Les futurs conjoints étaient chez le notaire et il ne restait qu'à établir le contrat de mariage. Hélas ! la supposition était toute gratuite; les deux parties n'étaient nullement décidées au mariage. Avant de songer à ce qu'on fera chez le notaire il est indispensable de les décider à s'y rendre. C'est ce qu'avait parfaitement compris alors le Syndicat des Correcteurs; c'est ce qu'il dit dans sa résolution.

Quel sera l'état d'esprit dans la C.G.T.U. au lendemain du 1^{er} août, alors qu'on aura vu plus clairement que jamais les dangers de la direction unique et de la subordination des syndicats au Parti ?

A la C.G.T., ils sont plus nombreux qu'on ne croit les militants qui sentent l'impuissance du collaborationnisme, qui désirent le retour à des méthodes d'action plus viriles.

Gardons confiance. Les esprits seront regagnés à l'unité syndicale dans la mesure où le besoin de l'indépendance syndicale et celui d'une action vigoureuse, se feront plus fortement sentir.

Pierre MONATTE.

L'HÉRITAGE DU CZAR OU CELUI DE LÉNINE ?

La seule solution révolutionnaire : Rendre aux Chinois l'Est-Chinois

Vers les années 1890, le comte Witte, ministre du czar, eut une « grande idée ». Puisque l'Angleterre persistait à barrer à la Russie la route de la Méditerranée, en l'empêchant de s'emparer de Constantinople et des Détroits, la Russie irait chercher l'accès à la « mer libre »... sur le Pacifique. Puisque le développement vers l'Ouest lui était interdit, la Russie se développerait vers l'Est.

Mais, pour cela, une chose était indispensable, l'établissement d'une voie ferrée qui relierait à la Russie d'Europe, à travers l'immense continent sibérien, la lointaine côte du Pacifique. Une ligne Moscou-Vladivostok, soit un ruban ferré de 8.000 kilomètres, telle était la condition nécessaire, à l'accès de la Russie d'Europe sur la « mer libre » et à son développement en Extrême-Orient.

Pour l'établissement de ce Transsibérien une question préliminaire importante se posait. Peu avant d'arriver au Pacifique, la frontière russo-chinoise qui, en cette région, suit la courbe du fleuve Amour, dessine un saillant prononcé vers le Nord. Dès lors, après sa traversée du lac Baïkal, le Transsibérien devait, pour atteindre Vladivostok, soit suivre la frontière, mais alors être obligé à un grand coude vers le Nord, soit filer en ligne droite sur Vladivostok, mais alors traverser sur 1.500 kilomètres le territoire chinois.

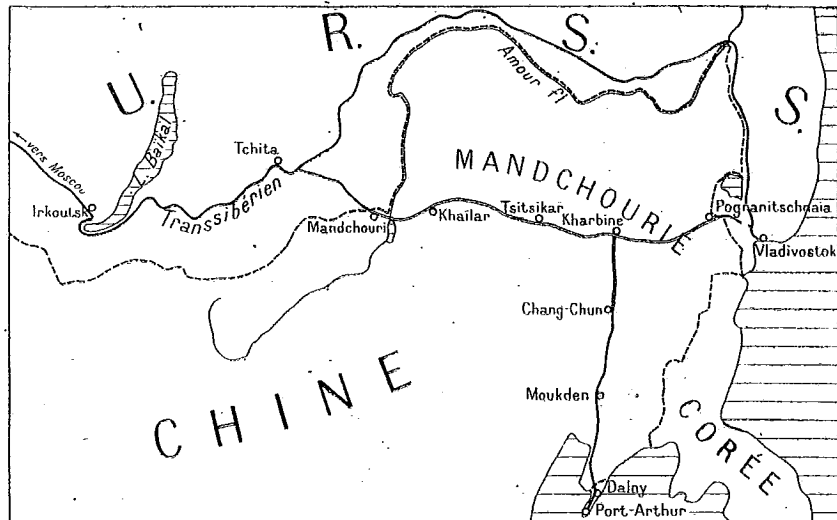
Le gouvernement du czar n'hésita pas : il opta pour la seconde solution. Non seulement, en effet, celle-ci lui permettait de raccourcir de quelque 600 kilomètres le trajet Moscou-Vladivostok, mais, en outre, en établissant dans ce territoire chinois de la Mandchourie, alors aussi dépourvue de voies ferrées que la Sibérie russe elle-même, une ligne russe, la Russie s'assurait des possibilités considérables, tant économiques que politiques, sur toute la région Nord-Est de la Chine, notamment la possibilité, à la première occasion favorable, de l'annexer.

C'est ainsi que naquit l'Est-Chinois.

L'HISTOIRE DE L'EST-CHINOIS

C'est en 1896 que la Russie obtint de la Chine la concession nécessaire pour l'établissement de son chemin de fer.

Une Compagnie spéciale serait formée, « The Chinese Eastern Railway Co » (Cie de Chemin de fer de l'Est-Chinois), qui recevrait le droit, non seulement de construire et d'exploiter le chemin de fer, mais aussi celui de jouir gratuitement de toute une large



Le Chemin de fer de l'Est-Chinois

bande de terrain, à droite et à gauche de la voie ferrée, sur laquelle la Compagnie pourrait exercer de véritables pouvoirs d'Etat, tel celui de rendre la justice. Les Russes réalisaient ainsi en Chine ce que les Américains devaient réaliser quelques années plus tard, à Panama, en dépouillant la République de Panama de tous ses droits d'Etat dans la « zone » du Canal.

Cependant, les apparences étaient sauvées. Ce n'était pas à l'Etat russe que la Chine concédait ces droits, ce n'était même pas à une Compagnie russe, c'était à une Compagnie russo-chinoise, et une Compagnie russo-chinoise où la Chine avait la prééminence. La Compagnie de l'Est-Chinois, dont seuls pouvaient être actionnaires des Russes et des Chinois, avait, en effet, statutairement, son siège social à Pékin, et son président devait être un Chinois; ce n'est que le vice-président qui était russe, et ce n'était que le bureau du vice-président qui était à Pétersbourg.

Inutile de dire qu'il ne s'agissait là que d'une apparence. Dans toute affaire de ce genre, le maître est celui qui finance. Or, celui qui finançait, c'était le Russe. La France, commençant à cette époque à être le grand banquier du czar, lui fournissait tout l'argent nécessaire.

La concession de cette ligne, dirigée Est-Ouest, longue de 1.500 kilomètres, reliant la station transsibérienne de Mandchourie à l'Ouest, à celle de Pogranitchnaïa à l'Est, réalisait le premier but du ministre du czar : atteindre Vladivostok par la voie la plus courte. Mais, nous l'avons vu, on cherchait aussi autre chose : s'assurer le moyen de s'emparer, le moment venu, de la Mandchourie; pour s'assurer le con-

trôle de toute la Mandchourie, il fallait une autre ligne, une ligne pénétrant jusqu'au Sud. Elle ne tarda pas. En 1898, la Chine donne, d'une part, à l'Etat russe la concession d'une grande partie de la péninsule du Lia-Toung, située à l'extrémité méridionale de la Mandchourie pour y établir des ports, port militaire (Port-Arthur) et port commercial (Dalny), et d'autre part, elle donne à la Compagnie de l'Est-Chinois la concession d'une nouvelle ligne de chemin de fer, dirigée Nord-Sud cette fois, longue d'un millier de kilomètres, s'embranchant sur la première, en un point appelé Kharbine, et descendant jusqu'à Port-Arthur et Dalny.

Toute la Mandchourie est ainsi désormais pourvue de son ossature de chemins de fer; toute la Mandchourie est ainsi, dès ce jour, entre les mains de l'ours moscovite. Alors... apparaît le Japon.

Le partage avec le Japon

On sait ce qu'il advint : la guerre, la défaite de la Russie, le traité de Portsmouth. Par celui-ci, la Mandchourie était partagée en « zones d'influence », cet euphémisme sous lequel l'hypocrisie bourgeoise déguise, quand il le faut, ses annexions ou futures annexions. La Mandchourie du Nord, zone d'influence des Russes; la Mandchourie du Sud, zone d'influence des Japonais. Bien entendu, le chemin de fer étant, en l'espèce, l'instrument essentiel, unique même, de domination, c'était par le partage du chemin de fer que se réalisait le partage des « zones d'influence ». Les Russes, c'est-à-dire la Compagnie du Chemin de fer de l'Est-Chinois, gardait : d'une part, sa première ligne, la ligne Est-Ouest qui joint les deux tronçons du Sibérien, et d'autre part, l'extrémité Nord de la ligne Nord-Sud, la partie comprise entre Kharbine et une ville appelée Chang-Chun, une partie de près de trois cents kilomètres.

Vladivostok continuait donc à être relié au Baïkal et à Moscou par une ligne placée sous le contrôle russe; l'alerte, cependant, avait été si chaude, la force du Japon s'était montrée si irrésistible, que la Russie, craignant de ne pouvoir, peut-être, une seconde fois s'en tirer à si bon compte, crut prudent de doubler la ligne de l'Est-Chinois par une autre ligne, celle-ci entièrement en territoire russe, c'est-à-dire suivant toute la courbe de la frontière; si bien que, depuis lors, le Transsibérien, à son extrémité orientale, est double : il y a la voie directe à travers la Chine, et celle, plus longue, qui suit la rive russe de l'Amour, toutes deux aboutissant au port russe de Vladivostok, sur le Pacifique, sur la « mer libre ».

Telle était la situation au moment de la Révolution.

La Révolution et la nouvelle convention

On sait que la Révolution d'Octobre, partie de Léningrad et de Moscou, fut assez longtemps sans pouvoir franchir l'Oural. Appuyé par une armée formée de prisonniers de guerre tchécoslovaques, fourni de conseils et d'argent par une mission militaire française, Koltchak parvint longtemps à se maintenir en Sibérie. Il en fut enfin chassé, et la Sibérie purgée des Blancs. Les Soviets reprirent alors possession de l'intégralité du Transsibérien proprement dit, mais, conformément à la politique anti-impérialiste de Lénine, l'armée rouge s'arrêta soigneusement aux frontières de la Chine : aucune tentative ne fut faite pour réoccuper le territoire de l'Est-Chinois.

1924 : Lénine est mort; Thermidor a commencé; dans le domaine de la politique extérieure comme dans celui de la politique intérieure, le révolutionnaire doit céder la place au bureaucrate; la politique de l'internationalisme révolutionnaire fondée sur le

droit des peuples à s'administrer et à se diriger eux-mêmes, est remplacée par une politique russe, par la politique des intérêts russes.

Il y a, à ce moment, à Pékin, une ombre de gouvernement. Pendant que le Kuomintang et le gouvernement de Canton s'appêtent à un effort ultime de redressement national, les diverses provinces de la Chine sont sous la domination de fait exclusive de quelques généraux (Tioukouns). Le gouvernement purement nominal de Pékin n'est maintenu que par la volonté des Puissances qui veulent avoir quelqu'un avec qui signer les accords qui dépèceront encore un peu plus la Chine et qui leur créeront de nouveaux « droits » pour l'avenir.

C'est avec ce gouvernement que l'U.R.S.S. traite. Auprès de ce simili-gouvernement, l'Etat soviétique revendique l'héritage du czar, et l'obtient.

Par une convention du 31 mai 1924, l'U.R.S.S. se fait accorder par Pékin la concession du chemin de fer de l'Est-Chinois. Puis, comme l'autorité du gouvernement de Pékin ne s'étend pas au delà des murs de la capitale, et que cette convention n'est donc pas capable à elle seule de mettre l'U.R.S.S. en possession du chemin de fer concédé, l'U.R.S.S. s'adresse au maître de fait de la région où passe le chemin de fer, à Tchang-Tso-Ling, dictateur de la Mandchourie, le plus réactionnaire de tous les « tioukouns » qui régnaient alors sur la Chine. C'est l'accord de Moukden, signé le 20 septembre 1924; par cet accord, Tchang-Tso-Ling reconnaît la validité de la convention passée avec Pékin et accepte de la faire exécuter.

Quels étaient les termes de cette convention ? Ils ne différaient pas des termes habituels des conventions de ce genre. Si le plus scandaleux des privilèges qu'avait obtenus le gouvernement du czar, celui d'exercer le pouvoir politique dans la « zone » du chemin de fer, était supprimé, l'Etat russe n'en restait pas moins le seul maître véritable du chemin de fer, du fait que, dans le Conseil d'administration, il avait droit à une voix de majorité (1). La concession de 1896 contenait des privilèges exorbitants, comme n'en contient, à ma connaissance, aucune autre concession de ligne de transport que celle du Canal de Panama; la convention de 1924 faisait rentrer la concession de l'Est-Chinois dans le cadre normal des concessions, des concessions par lesquelles l'impérialisme capitaliste a coutume de coloniser les nations indépendantes trop faibles pour lui résister.

LE PRODIGIEUX ESSOR CHINOIS DE LA MANDCHOURIE

Nous ne sommes pas des formalistes. Le tracé d'une frontière n'a pour nous qu'une importance relative. Pour établir si une politique est impérialiste, ou si elle est, au contraire, une politique de libération nationale, il faut considérer, non à quel Etat ressort juridiquement le territoire en question, mais par qui il est peuplé. Que la Mandchourie du Nord soit peuplée de Russes, et la politique du czar et de l'U.R.S.S. est légitime; qu'elle soit peuplée de Chinois, et ce n'est plus qu'une politique de rapines et d'asservissement.

Or, la question, à ce point de vue, a complètement changé d'aspect durant ces dernières années.

Lorsque le czar se fit donner sa concession, la question, peut-on dire, était encore ouverte. A ce moment, la Mandchourie n'était ni russe, ni chinoise. Elle était, tout au moins la Mandchourie du Nord, à peu près vide.

(1) Voir l'article de Mikhaïlov, dans la « Correspondance Internationale » du 22 octobre 1924.

La Mandchourie des Mandchous

Le peuplement de la Mandchourie a subi, en effet, pour des raisons purement artificielles, un retard considérable. La Mandchourie était habitée par l'un de ces peuples semi-primitifs, à population clairsemée, à demi nomades, qui caractérisent l'Asie septentrionale et centrale : le peuple mandchou, branche de la grande famille des Toungouses, et dont l'économie était essentiellement fondée sur la chasse et l'élevage. C'était l'un des plus typiques de ces peuples que les paysans chinois, à l'instar des Romains et pour les mêmes raisons, appellent les « Barbares ». Mais ces Barbares étaient de solides guerriers; non seulement ils surent préserver leur pays de toute conquête chinoise, mais, bien plus, au XVII^e siècle, ce furent eux qui conquérèrent la Chine, ou, pour être plus exact, qui s'assirent sur le trône chinois; en 1644, l'empereur mandchou s'installait à Pékin; il devait y régner jusqu'en 1911.

Maître de la Chine, l'une des premières préoccupations du Mandchou fut de préserver son pays d'origine contre l'invasion chinoise. Car si une invasion par conquête guerrière était désormais, naturellement, hors de question, en revanche, la réunion, dans un même Etat, de la Mandchourie et de la Chine, risquait fort de permettre l'envahissement pacifique du territoire mandchou par le paysan chinois, cet extraordinaire colonisateur qui, parti de rien ou de peu de chose, il n'y a sans doute pas un nombre considérable de siècles, parvint à couvrir et à cultiver tout cet immense territoire que nous appelons aujourd'hui la Chine — et qui, continuant sa marche, est en train de conquérir aujourd'hui pacifiquement, mais non moins solidement, la péninsule indochinoise et ses annexes.

Pour éviter la conquête de la Mandchourie par le paysan chinois, la dynastie mandchoue des empereurs de Chine n'avait qu'un moyen : c'était d'interdire la Mandchourie aux Chinois; c'est ce qu'elle fit. La Mandchourie fut fermée à toute immigration; un véritable désert fut même créé dans la région frontrière, afin d'éviter toute pénétration subreptice. En 1878, seulement, les interdictions furent levées.

Le « rush » chinois

Alors, ce que l'on avait voulu empêcher se déclancha avec toute l'impétuosité d'un phénomène naturel. Ce fut un véritable « rush ». La partie de la Mandchourie la plus voisine de la Chine, la Mandchourie du Sud, fut la première colonisée. Dès la fin du XIX^e siècle, les villes du Sud de la Mandchourie sont devenues des villes purement chinoises. Lorsque le czar obtint sa seconde concession, celle de la voie Nord-Sud, réunissant Kharbine à Port-Arthur, en passant par Moukden, capitale de la Mandchourie du Sud, le sort ethnique de la plus grande partie de la région qui va être desservie par le nouveau chemin de fer est déjà réglé : c'est un pays chinois.

Il n'en est pas de même pour la Mandchourie du Nord. Là, la question reste en suspens. Il s'agit d'un pays très boisé, presque encore complètement inhabité, et qui peut aussi bien être colonisé par le paysan sibérien, qui n'a qu'à traverser l'Amour pour y pénétrer, que par le paysan chinois.

Jusqu'en 1914, rien de bien décisif ne s'était encore produit en faveur de l'un ou de l'autre de ces deux éléments, mais, aujourd'hui, la question est résolue : le paysan chinois a envahi, et continue à envahir à un rythme accéléré, la Mandchourie du Nord. En 1925, il venait déjà, chaque année, de 300.000 à 400.000 Chinois en Mandchourie du Nord; en 1927,

il en vint près d'un million. Ces Chinois viennent de la Chine du Nord, du bassin du Fleuve Jaune, ou bien même de la Mandchourie du Sud, et, bien entendu, ils s'établissent, avant tout, le long du chemin de fer de l'Est-Chinois, seule voie de communication du pays. Kharbine est devenu un autre Moukden. Petit hameau au début de l'exploitation du chemin de fer, c'est maintenant une ville de plusieurs centaines de milliers d'habitants. Il en est de même de la ville voisine, Foutchiatien, à l'origine simple cantonnement pour les coolies employés à la construction de la ligne. Même l'Amérique n'offre aucun exemple de « villes-champignons » à développement aussi rapide.

La raison essentielle, fondamentale, de ce brusque développement est l'extraordinaire fertilité du sol. Toute la Mandchourie est fertile, et la Mandchourie du Nord davantage encore que celle du Sud. Voici ce qu'en dit l'auteur d'un des plus récents traités de géographie :

« Pour les cultures de la zone tempérée, la plaine mandchoue se montre d'une fécondité inouïe, et, quand on lit les descriptions des voyageurs, ou les rapports consulaires, on comprend qu'elle ait pu paraître aux colons chinois une terre promise » (1).

A cette raison s'en ajoute une autre. Nous sommes ici dans le Nord; nous ne sommes plus dans un pays à riz, mais dans un pays à blé. La terre de Mandchourie est une terre à blé. Mais le blé est une céréale exigeante qui épuise rapidement le sol. Si donc on ne veut pas épuiser trop rapidement le sol, il faut faire alterner le blé avec d'autres cultures. On obtient les meilleurs résultats en faisant précéder le blé d'une culture de légumineuses; les légumineuses ayant, comme on sait, la propriété de fixer directement l'azote de l'air, et d'enrichir ainsi le sol en azote. Or, précisément, il y a en Mandchourie une légumineuse qui réussit très bien, c'est le soja, une sorte de haricot. L'assolement soja-blé est donc la formule optimum de culture pour la Mandchourie. Mais il ne suffit pas de produire, il faut vendre. Or, si, pour le blé, vieux produit de consommation quasi-universelle et de commerce mondial, les débouchés sont faciles, il en était tout autrement, jusqu'en ces dernières années, pour le soja, dont l'usage n'était que fort restreint. La situation changea une première fois lorsqu'on s'aperçut que les tourteaux de soja, c'est-à-dire ce qui reste des grains, lorsqu'on en a extrait l'huile, étaient un excellent engrais, et qu'à ce titre le Japon se mit à en importer de grandes quantités; elle changea une seconde fois, lorsque, quelques années plus tard, l'Europe s'aperçut que l'huile tirée du soja pouvait parfaitement se substituer aux huiles de coton, de chanvre ou de lin, et entrer en grand dans la composition des savons : alors qu'en 1907, il n'avait encore jamais été expédié de soja en Angleterre, trois ans après, 50 navires en transportaient déjà 300.000 tonnes. Au total, la production du soja qui n'était que de 600.000 tonnes en 1906, atteignait près de 4 millions de tonnes ces dernières années, et son exportation, tant sous forme de grain que sous forme de tourteau ou d'huile, ne cesse de s'accroître chaque année.

La culture mandchourienne se trouve donc maintenant établie sur des bases extrêmement solides; aussi, il est d'ores et déjà, certain que l'immigration chinoise en Mandchourie ne cessera que le jour où toutes les terres de la Mandchourie du Nord auront été défrichées et occupées, où la Mandchourie sera couverte de Chinois.

(1) *L'Asie des Moussons*, par Jules Sion.

NE TOUCHEZ PAS A LA CHINE !

Dès lors, quelle doit être l'attitude de l'U. R. S. S. à l'égard du chemin de fer de l'Est-Chinois, si elle a conservé si peu que ce soit des principes révolutionnaires qui ont présidé à sa naissance ?

Sans aucun doute, c'est de rendre à la Chine le chemin de fer de l'Est-Chinois.

Pour tout révolutionnaire, la convention de 1924 est nulle de plein droit. La Chine n'est pas plus liée par ce qu'a pu signer le pseudo-gouvernement de Pékin, créature des Puissances étrangères, que Mustapha Kemal n'est lié par ce qu'a pu signer Abd-ul-Hamid; la Chine du Kuomintang n'est pas plus liée par les concessions données par Tchang-Tso-Ling que la Russie des Soviets ne l'est par celles données par le czar.

La Chine du Kuomintang, la Chine de Tchang-Kai-Shek est, c'est entendu — et, à cet égard, nous n'avons jamais partagé les stupides illusions stalinienne, — une Chine bourgeoise; mais cela n'empêche pas que la Mandchourie est un pays chinois, peuplé de Chinois, et que, par suite, l'artère vitale de ce pays, l'unique chemin de fer qui dessert la Mandchourie du Nord, du fonctionnement duquel dépend donc la vie de tous ces colons chinois qui, sans lui, ne peuvent exporter ni leur blé, ni leur soja, doit être rendu aux Chinois. Mustapha Kemal était et est aussi bourgeois que Tchang-Kai-Shek; il eut beau emprisonner les communistes, rendre illégal le Parti communiste, Lénine n'en fut pas moins son allié fidèle dans sa résistance à l'impérialisme; le gouvernement de la Perse ne fut jamais quoi que ce soit qui ressemble à un gouvernement ouvrier et paysan, Lénine n'en répudia pas moins en sa faveur toutes les concessions qui avaient été données par la Perse à la Russie czariste; il les répudia intégralement, n'acceptant pas de commettre lui-même l'hypocrisie qu'il avait si souvent dénoncée chez la bourgeoisie, celle de considérer une concession comme une « affaire purement commerciale » ! Ce n'est pas celui qui avait identifié « l'impérialisme » avec « domination économique » qui aurait osé prétendre qu'il suffisait, pour que la possession par une puissance étrangère d'un des éléments vitaux de l'économie d'un pays ne soit pas de l'impérialisme, que cette possession ne comporte pas de droits politiques !

La politique de la Révolution russe, à l'époque où elle était la Révolution, a été une politique d'anti-impérialisme intransigeant. Elle le fut sous la double forme selon laquelle, pour être, il était indispensable qu'elle soit : anti-impérialiste pour les autres et... pour elle-même. Il lui fallut appeler les peuples subjugués ou dominés à la révolte, les aider de toutes ses forces à secouer le joug étranger, et, en même temps, il lui fallut s'abstenir rigoureusement elle-même de tout acte qui, sous quelque prétexte dont il ait pu se parer, eût été, en fait, une atteinte à l'indépendance, tant économique que politique, d'un autre peuple.

Agir autrement, eût été de la contre-révolution.

C'eût été de la contre-révolution pour une double raison.

La domination étrangère retarde l'évolution d'un peuple

C'eût été de la contre-révolution, parce que dominer un peuple n'est pas et ne peut pas être le moyen de l'émanciper. « L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »; de même, l'émancipation d'un peuple ne peut être que l'œuvre de ce peuple lui-même. Pré-tendre qu'il suffit de soumettre un peuple à la do-

mination politique ou à l'emprise économique d'un autre peuple doté d'une civilisation supérieure pour faire avancer ce peuple au niveau de la civilisation du peuple dominateur, est une absurdité ou une hypocrisie. L'impérialisme français use et abuse de cette hypocrisie. S'il colonise, prétend-il, ce n'est que pour « civiliser ». L'état de toutes les colonies françaises montre admirablement ce qu'il en est. Le capitalisme français y a superposé sa civilisation matérielle et ses propres modes d'exploitation aux anciennes civilisations indigènes, mais celles-ci n'en sont pas moins restées telles quelles; le vieil état social s'est conservé intact, tout juste garanti et estampillé par le nouveau pouvoir. Le chemin de fer de l'Est-Chinois aux mains des Soviets russes ne peut pas plus rendre sympathique le socialisme au peuple chinois que les routes et les chemins de fer de l'Afrique du Nord aux mains de la République française n'ont rendu le capitalisme sympathique aux Arabes.

Il est bien vrai que le prolétariat russe peut apporter une aide considérable au prolétariat chinois dans sa lutte pour son émancipation, mais cette aide ne peut être qu'à la condition d'apparaître aux yeux du prolétariat chinois lui-même comme une aide désintéressée, comme celle d'un aîné qui aide gratuitement son jeune frère, sans en attendre pour lui aucune rémunération. Déjà, à maintes reprises, dans les divers pays en lutte pour leur émancipation, on avait souvent « senti le Russe sous le communiste » et c'est peut-être là que réside la cause principale des échecs de ces dernières années. Comment maintenant l'U.R.S.S. pourra-t-elle apparaître aux prolétaires chinois comme désintéressée, si elle persiste à maintenir son autorité sur le chemin de fer de l'Est-Chinois ? Comment pourra-t-elle acquérir la confiance du paysan mandchourien si elle persiste à réclamer ses « droits » au nom de Tchang-Tso-Ling ? Toute l'aide extérieure que pourrait apporter le prolétariat russe au peuple chinois se trouve ainsi frappée par avance de stérilité.

Loin de hâter le développement d'un peuple, toute domination étrangère ne fait que le retarder. Le maintien de l'U.R.S.S. en Mandchourie, à cause du « bourgeois » Tchang-Kai-Shek, vaut exactement ce que valait la conquête du Riff, à cause du « féodal » Abd-el-Krim.

L'impérialisme mondial solidaire de l'U. R. S. S.

Il est une seconde raison.

En faisant de l'impérialisme pour son compte, en se faisant attribuer des concessions, tout comme le font les impérialismes capitalistes, on se trouve en fait solidaire de ceux-ci, et ceux-ci se trouvent solidaires de vous. Au front unique des peuples dominés se substitue le front unique des dominateurs.

Et c'est la honte que nous avons connue ces jours derniers, en voyant le front unique de toutes les puissances impérialistes se réaliser autour de l'U. R. S. S. !

A peine la note soviétique au gouvernement de Nankin était-elle connue que les représentants les plus qualifiés de l'impérialisme mondial s'empressèrent, en effet, de proclamer le bon droit de la Russie, ainsi que Cachin lui-même l'a relevé, avec cette inconscience incroyable qui le caractérise, dans *l'Humanité* du 24 juillet.

Au premier rang, l'impérialisme le plus directement intéressé à la question : l'impérialisme japonais. A la légation japonaise de Pékin, « on ridiculise l'idée, disent les « Daily News » (1), qu'une

(1) Analysé par *l'Information* du 17 juillet.

intervention armée des Soviets assurerait l'appui du Japon à la Chine », car « on redoute que la Chine, après avoir mis la main sur le chemin de fer de la Mandchourie septentrionale, n'en fasse autant en Mandchourie méridionale et, cette fois, au détriment des Nippons. » D'après l'*Information* du 18 juillet, « la presse nipponne est franchement sympathique aux Soviets, et condamne les mesures prises par les Chinois à Kharbine ». « La rupture des relations entre les Soviets et la Chine n'a pas surpris l'opinion au Japon, dit le *Journal* du 19, où l'attitude de la Chine est qualifiée d'arrogante, et est généralement désapprouvée. » Enfin, une dépêche de Tokio du 19 juillet (1) relate que le *Tokio Asahi* déclare que « la Chine perdra tout crédit international en saisissant par un coup de main ce qui appartient aux Soviets » ; la même dépêche dit que pour le *Tokio Nitci Nitci*, « la Chine sera responsable de la prolongation des troubles en Extrême-Orient ».

Même son de cloche en Amérique. D'après le correspondant du *Times* à Washington (2), « le gouvernement américain voit d'un mauvais œil la saisie du chemin de fer par les Chinois et estime que ce n'est là que le début d'une campagne contre les droits et privilèges des étrangers en Chine. Aussi la sympathie américaine est-elle pour les Soviets ». « De Washington, dit une dépêche de Londres au *Journal* (19 juillet), on signale que l'intérêt sentimental ressentit, il y a deux ans, à l'égard de la Jeune Chine tend de plus en plus à disparaître, et que l'opinion publique vis-à-vis du conflit se tourne légèrement en faveur de la Russie, non pas en vertu de sympathies quelconques pour les Soviets, mais vraisemblablement parce que ceux-ci, pour une fois, se font les champions des droits de propriété des nations étrangères. »

On ne peut être plus net : Tout le monde est avec la Russie parce que, en cette affaire, la Russie est le champion de l'impérialisme, parce qu'en défendant sa concession, elle se trouve par là-même défendre toutes les concessions étrangères, parce qu'en affirmant la validité des droits qu'elle tient des gouvernements antérieurs au gouvernement national, elle affirme la validité de tous les droits conférés à toutes les Puissances par tous ces gouvernements (3).

En France aussi, les représentants les plus qualifiés de l'impérialisme font chorus avec les impérialismes japonais et américain. Le *Journal*, de la Banque de Paris et des Pays-Bas, proclame : « La Chine a certainement pris des mesures contraaires aux conventions sur lesquelles est basée l'exploitation du chemin de fer de l'Est-Chinois et à la convention conclue avec les Soviets en 1924... Les Puissances ne peuvent pas admettre que la Chine viole le statut du chemin de fer » (4).

Mais la plus belle affirmation de front unique con-

(1) Publiée entre autres par le *Populaire* du 20 juillet.

(2) *Information* du 19 juillet.

(3) En outre de la raison générale de la solidarité des impérialismes, le Japon a peut-être une raison particulière. D'après le correspondant du *Times* à Shanghai, les Russes auraient été, en effet, depuis plusieurs mois en pourparlers avec le Japon pour lui vendre leurs « droits » sur l'Est-Chinois, et ce n'est que pour éviter d'avoir à se trouver devant le fait accompli, devant le Japon maître du Chemin de fer de la Mandchourie du Nord, comme il l'est déjà de ceux de la Mandchourie du Sud, que Tchang-Kai-Shek aurait pris son offensive. Cette collusion directe avec l'impérialisme japonais serait si grave que, jusqu'à plus ample informé, nous ne voulons pas croire Staline tombé aussi bas.

(4) Dans le *Journal* du 20 juillet, l'article de Saint-Brice.

tre la Chine, c'est dans l'*Humanité* elle-même que nous en trouvons le témoignage (1). A un moment de son discours à la Chambre sur les dettes interalliées, Cachin s'écria : « Puisque vous m'amenez à parler des affaires de Mandchourie, je vous dis qu'il n'en est pas un seul parmi vous qui ose dire ou penser que dans cet incident le bon droit n'est pas pleinement du côté de l'U.R.S.S. » Et le rédacteur de l'*Humanité* de noter alors : « Aucun député et aucun des ministres présents, fait notable, ne proteste contre cette affirmation. »

Oui, Delhay, aucun député et aucun ministre n'a protesté et ne pouvait protester contre cette affirmation, parce que ce droit qu'invoquait Cachin au nom de l'U.R.S.S. était précisément le droit bourgeois, le droit de l'impérialisme, le droit de Shylock, celui d'exiger l'accomplissement des contrats d'asservissement. Le « bon droit » bourgeois est, dans cet incident, certainement du côté de l'U.R.S.S., mais le droit révolutionnaire, le droit de libération des peuples et des classes, est contre elle, ce droit qu'elle a elle-même proclamé à la face du monde en ces jours d'Octobre où elle répudia solennellement tous les engagements pris avant elle.

La note de l'U.R.S.S. au gouvernement de Nankin en réponse à la réponse à son ultimatum, déclare que « le but réel de la Chine est d'obtenir le contrôle illégal des chemins de fer de la Chine orientale, plutôt que de réprimer la propagande soviétique (2). » C'est parfaitement vrai. Tchang-Kai-Shek l'a lui-même proclamé dans son discours à l'Ecole de guerre de Nankin où il déclara que « l'occupation de la voie ferrée de la Chine septentrionale par son gouvernement ne constituait que la première partie de la réalisation d'une grande offensive nationale ». « Des mesures analogues seront prises sous peu — déclara-t-il — contre les autres nations impérialistes. Une Chine unie doit être apte à résister à tous ses ennemis (3) ». Or c'est précisément pour cela, c'est précisément parce que la propagande bolchevique n'est qu'un prétexte, parce que le but réel est la libération de la Chine de toutes les emprises étrangères, dont la concession de l'Est-Chinois est une parmi d'autres, que l'U.R.S.S., loin de s'opposer à l'action de Nankin, aurait dû aller au-devant d'elle.

Si, depuis son occupation de Pékin, le gouvernement de Nankin a pu obtenir des Puissances capitalistes la suppression de quelques-uns de leurs plus scandaleux privilèges, cela est dû en grande partie au fait que la Russie avait abandonné les siens, et qu'une amitié solide risquait ainsi de se créer entre la Chine et l'U.R.S.S., ce qui inquiétait les Puissances capitalistes. Si aujourd'hui l'U.R.S.S. prend le contrepied de sa politique d'hier, si, au lieu de s'empressement d'abandonner sa concession de l'Est-Chinois, elle tire l'épée pour la défendre, les Puissances capitalistes n'ont plus aucune raison d'abandonner les leurs. En maintenant ses « droits » sur l'Est-Chinois, l'U.R.S.S. serre autour du cou de la Chine le nœud que lui ont passé les Puissances capitalistes.

L'héritage du czar ou celui de Lénine ?

Il n'est qu'une solution : c'est de revenir à la politique révolutionnaire, à la politique traditionnelle révolutionnaire, celle que Lénine a proclamée à nouveau avec une force incomparable, et que lui, pour la première fois, a été à même de pratiquer, celle qui consiste à n'accepter aucun droit, soit économi-

(1) *Humanité* du 20 juillet (compte rendu de la Chambre).

(2) *Information* du 19 juillet.

(3) Dépêche de Shanghai au *Lokal Anzeiger*, citée par *Paris-Midi* du 19 juillet.

que, soit politique, en un pays étranger, autrement dit à s'abstenir rigoureusement de tout impérialisme, sous quelque forme que ce soit et dans quelque mesure que ce soit.

L'Est-Chinois est un chemin de fer qui dessert un pays chinois, peuplé de Chinois : il faut rendre l'Est-Chinois aux Chinois. Le fait que cette ligne est la plus courte ligne de transit de la Sibérie vers Vladivostok ne saurait être un empêchement. Le contrôle d'une ligne chinoise par la Russie parce qu'elle lui est le moyen le plus court de déboucher sur le Pacifique n'est pas plus justifié que ne l'est le contrôle par la Pologne d'un « corridor » en territoire prussien par la raison qu'autrement la Pologne n'aurait pas de débouché sur la mer. Il se justifie même moins, puisque sans le « corridor » de Dantzig, la Pologne n'a aucun débouché sur la mer, tandis que sans l'Est-Chinois l'U. R. S. S. atteint toujours Vladivostok moyennant un simple détour. Tout ce que peut demander l'U.R.S.S. à la Chine après lui avoir remis l'Est-Chinois, c'est que celle-ci lui accorde des facilités de transit pour les marchandises allant de l'une à l'autre des deux parties de son territoire que le chemin de fer relie.

Le moment est décisif. Nous avons vu, ces temps derniers (1), que par son accord avec la Royal Dutch, l'U.R.S.S. s'incorporait dans le système économique de l'impérialisme capitaliste; les jours qui viennent nous montreront si elle va s'intégrer dans le système politique de l'impérialisme.

Entre l'héritage du czar et celui de Lénine, entre une politique nationale russe et celle de l'internationalisme révolutionnaire, Staline a à choisir.

R. LOUZON.

(1) Voir la R. P. du 15 avril 1929.

Parmi nos Lettres

La condamnation
scandaleuse
de J. Burguet

Notre camarade J. Burguet, arrêté après les manifestations qui ont suivi le verdict rendu dans l'affaire

Barataud, vient d'être condamné à cinq mois de prison par le tribunal correctionnel de Limoges. Un de nos amis de Limoges nous montre le caractère scandaleux de cette condamnation :

Burguet, comme moi-même, est adversaire de la peine de mort; il était donc entièrement d'accord avec moi pour désapprouver les manifestants qui criaient : « A mort Barataud! » et qui semblaient vouloir sortir celui-ci de prison pour le lyncher. S'il entendait tirer de cette affaire la leçon qui devait s'en dégager pour la classe ouvrière, il n'était donc, par contre, nullement disposé à partager et à exciter l'exaspération de la foule. Je dis la foule, car toutes les classes de la population limousine étaient représentées parmi les manifestants qui étaient bien loin d'être animés par un idéal révolutionnaire.

Quoi qu'il en soit, Burguet fut arrêté le 8 juin au matin, alors qu'il circulait en auto dans les rues de la ville. Les collisions entre les manifestants et la police s'étaient produites le 7 au soir et au cours de la plus grande partie de la nuit du 7 ou 8; un grand nombre d'arrestations avaient été opérées lors de ces collisions.

Il fut d'abord impossible de savoir au juste de quoi il était accusé. Pour une cause mal précisée (une crise de paludisme, je pense), il fut sous le coup d'une dépression nerveuse très accentuée et on dut le transporter à l'hôpital. A son retour en prison, on apprit enfin qu'il était inculpé d'excitation à la rébellion ou de quel-

que chose de ce genre. C'était aussi ridicule que scandaleux : Burguet avait passé avec moi et divers camarades coopérateurs la plus grande partie de la nuit du 7 au 8 (de 20 h. 30 à minuit 30 environ), et c'est justement à ce moment-là qu'il aurait excité les manifestants. Appelé à déposer, je mis les choses au point et l'inculpation s'écroula : un non-lieu devait être rendu et Burguet remis en liberté.

C'est alors que, quinze jours après les événements et l'arrestation de Burguet, divers agents de police, apprenant, d'après le juge d'instruction la mesure qui allait intervenir, vinrent déclarer qu'ils avaient vu Burguet lancer des pierres sur les gardes républicains entre 19 h. 30 et 20 h., le 7 au soir. De pareilles déclarations, venant à une heure aussi tardive, apparaissent d'autant plus... bizarres, que nul n'ignore, à Limoges, la haine dont Burguet est l'objet de la part du député réactionnaire Basset et du préfet à poigne Kuenzél!

Il n'en reste pas moins que Burguet est passé en correctionnelle et a été condamné à 5 mois de prison sur de pareils témoignages. Il y a lieu de remarquer que Burguet était effectivement passé au Champ de Foire, en rentrant chez lui, vers 19 h. 45. Il avait dû être témoin d'une charge extrêmement brutale des forces policières, et il avait signalé cette brutalité à un adjoint au maire qu'il avait rencontré sur la place, lui demandant d'intervenir pour faire cesser pareille chose. Il s'était même employé à calmer les manifestants qui entouraient le dit adjoint.

Cette condamnation est d'autant plus scandaleuse que, au cours des débats, M^e Gloumeau, le défenseur de Burguet, a nettement fait ressortir l'insuffisance de précision des accusations des agents, et les nombreuses contradictions de leurs déclarations. En droit strict, l'inculpation serait même inexistante puisqu'il n'a pas été possible aux accusateurs d'indiquer des agents qui auraient été atteints et blessés par les pierres jetées; tout ce qu'ils pouvaient affirmer, c'est la direction dans laquelle elles étaient jetées, ce qui est insuffisant pour constituer le corps d'un délit.

Mais, pour le président du tribunal, il n'y avait pas lieu de se soucier de pareilles considérations: des agents disaient avoir vu Burguet jeter des pierres; Burguet devait donc être condamné. « C'était très simple », déclarait-il. Et le tribunal appliquait, en effet, le tarif fixé, par ordre, sans nul doute, pour tous les manifestants arrêtés!

CAMARADES !

Dans les Caisses d'Assurances sociales fondées par des Sociétés de Secours Mutuels, les patrons ont droit à :

Six sièges d'administrateurs

Dans les Caisses fondées par les assurés eux-mêmes, les patrons n'auront droit à

AUCUN SIÈGE

Adhèrent aux Caisses ouvrières fondées par les ouvriers eux-mêmes!

Refusez votre adhésion à toute Société de Secours Mutuels!

A travers les Livres

Erich Maria Remarque. — A L'OUEST, RIEN DE NOUVEAU (Stock).

Voici le livre de guerre d'un Allemand. Il mérite plus qu'une lecture distraite : une attention passionnée, précisément parce qu'il est l'œuvre d'un ennemi d'hier.

E. M. Remarque n'est point la première grande voix ennemie qui arrive à nous. Dès la fin du massacre, avait stridé celle de Latzko. Mais E. M. Remarque est plus significatif que Latzko, d'abord parce que Latzko étant Autrichien n'était pas un vrai ennemi (Charles Maurras vous expliquerait cela avec autorité!) tandis que Remarque est un Allemand authentique, vraisemblablement un Prussien, un vrai Boche pour parler net. C'est donc la vraie figure de l'ennemi qu'il va faire apparaître parmi nous.

De plus, Latzko puait à plein nez l'internationalisme; son livre était le témoignage d'un homme qui s'est affranchi des dogmes du patriotisme. Remarque, lui, est hors des partis, il n'est point un négateur du patriotisme. Latzko répond — sur un ton très personnel — à Barbusse; Remarque, lui, correspond plutôt au Dorgès des *Croix de Bois*. Il apporte une vision des hommes en guerre qui peut ne pas satisfaire un révolutionnaire, mais qui est très significative parce que moyenne.

Et ce qui résulte de cette vision allemande, c'est que nos ennemis étaient bien nos semblables, comme nous le pressentions durant les heures de tranchée, et comme l'affirmaient les opposants à la guerre.

Le principal personnage de *A l'Ouest*, Paul Baumer, est un jeune étudiant issu d'une famille pauvre. La guerre l'a trouvé sous l'autorité du professeur Kantorek. Le digne maître a usé de toute son influence pour amener son groupe d'étudiants au bureau des engagements volontaires; il y a même amené Joseph Böhm, qui, lui, ne voulait pas partir et qui a été tué trois mois avant la date à laquelle il aurait été appelé sous les drapeaux.

Naturellement, Paul Baumer et ses jeunes compagnons, après leur contact avec la guerre, vouent une haine froide au professeur Kantorek, et ils ne peuvent plus se souvenir de son enseignement verbal sans avoir envie de cracher! Et quelle joie le jour où le professeur Kantorek, devenu le territorial Kantorek, tombe sous la coupe de Mittelsdaedt, étudiant qui a ramené un bout de galon du front. C'est au tour de Kantorek d'entendre des réprimandes et des boniments :

« Territorial Kantorek, est-ce là une façon d'astiquer ses boutons? On dirait que cette chose, vous ne l'apprendrez jamais. Médiocre, Kantorek, insuffisant... » (« C'est exactement comme ça qu'en classe Kantorek blâmait Mittels, avec le même son de voix. »)

« Mittelsdaedt encourage et console le territorial Kantorek avec des citations empruntées au professeur Kantorek : « Territorial Kantorek, nous avons le bonheur de vivre à une grande époque; aussi, nous devons nous mettre à son unisson et surmonter ce qu'elle peut avoir d'amer... »

« Et il ne faut jamais que de petites choses fassent perdre de vue le grand événement, territorial Kantorek! »

Ces nobles apostrophes tombent sur Kantorek en train de ramper sur le sable dans l'attitude réglementaire!

Quel étudiant français n'a point connu ses Kantorek et qui, aux heures amères, n'a point rêvé de les coucher dans la boue des tranchées pour qu'ils y fassent garçonner leurs belles phrases?

Baumer a naturellement connu la caserne. Le caporal Himmelstoss en a, pour lui incarné la stupide discipline. Et tout Prussien qu'il était, Baumer n'a pas aimé ça et il en parle avec une haine féroce.

« Nous apprimes qu'un bouton bien astiqué est plus important que quatre tomes de Schopenhauer. D'abord étonnés, puis irrités, et finalement indifférents, nous reconnûmes que ce n'est pas l'esprit qui a l'air d'être prépondérant, mais la brosse à cirage... Au bout de trois semaines, nous comprenions très bien qu'un facteur galonné pût avoir plus de droits sur nous qu'autrefois nos parents, nos éducateurs et tous les génies de la culture... »

Du moins, le Prussien Paul Baumer et ses amis pourraient-ils s'offrir quelques revanches; d'abord celle de rosser copieusement le caporal Himmelstoss, la veille de leur départ au front, puis, plus tard, celle de retrouver Himmelstoss aux tranchées — un Himmelstoss aussi capon que la grande part des punaises de dépôt qui dressèrent notre jeunesse. Et il faut lire la rencontre entre Himmelstoss, débarquant au front, et ses anciennes recrues. Remarque va jusqu'à évoquer « ces légendaires coups de fusil tirés dans le dos des gradés! »

Dans les préoccupations de Baumer et de ses amis, les soucis matériels ont pris la première place : il ne s'agit plus de Platon ou de Goethe, mais de bouffer.

« Plus que pour tout autre homme, l'estomac et la digestion sont pour le soldat un domaine familial. Il en tire les trois quarts de son vocabulaire... »

La mangeaille préoccupe d'autant plus les soldats allemands que l'alimentation est plus maigre. C'est là un sujet de plainte perpétuel. « Le régal suprême, c'est une claire soupe au riz, dans laquelle nagent, paraît-il, des tendons de bœuf coupés menus. » Aussi n'est-ce point sans envie que Baumer évoque « le corned beef d'en face » et les « pains blancs, tout minces, qu'ont les Français ». Baumer a appris à estimer beaucoup les paysans, comme Tidjen, qui se débrouillent partout pour chaparder quelques victuailles. Voici l'étudiant et le paysan occupés à cuire une oie volée :

« Sur nos mains, la graisse coule; nos cœurs se touchent et l'heure que nous vivons est semblable à l'endroit où nous nous trouvons : le doux feu de nos âmes y fait danser les lumières et les ombres de nos impressions. Que sait-il de moi, et moi, que sais-je de lui? Autrefois, aucune de nos pensées n'eût été semblable; maintenant, nous sommes amis devant une oie, nous sentons notre existence et nous sommes si près l'un de l'autre que nous n'en parlons même pas... »

Il faut lire toute cette page comme le poème de la camaraderie des tranchées.

Après la boustifaille, l'amour — l'amour réduit à un geste — tient une certaine place dans l'esprit des soldats. La femme est pour eux un être lointain et une image seule suffit à les troubler. Voici pourtant qu'un soir, trois Françaises semblent accueillantes; ils accourent vers elles avec une juvénile fringale, porteurs de pains de munition et de saucisson au foie... Des patriotes français qui ont ri aux bonnes histoires que, poilus français, nous ramenions de Rhénanie (promenade, chocolat), ne manqueront pas de penser que Remarque insulté la femme française. Pour nous, simplement, nous épingleons cette similitude de plus, et nous tournons la page.

Un autre trait caractéristique du livre, c'est l'absence de haine contre « ceux d'en face ». De part et d'autre, les combattants ont eu le sentiment d'être attelés à une besogne cruelle et absurde — ils ont tué parce qu'ils étaient là pour ça, parce qu'on tuerait son père s'il débouchait avec la vague d'assaut — parce qu'on n'était plus qu'une bête traquée.

Un soir, Paul Baumer, enfoncé dans un trou d'obus, est dépassé par les vagues d'assaut. Voilà qu'un Français vient rouler dans son refuge. Baumer le frappe furieusement de son poignard de tranchée, puis il demeure tout un jour en tête à tête avec sa victime qui agonise. Il essaie vainement alors de le sauver pour demeurer, finalement, soulevé d'émotion en face du cadavre, et il lui parle :

« A présent, je m'aperçois pour la première fois que tu es un homme comme moi... Pardonne-moi, camarade. Nous voyons les choses toujours trop tard. Pourquoi ne nous dit-on pas sans cesse que vous êtes, vous aussi, de pauvres chiens comme nous, que vos mères se tourmentent comme les nôtres et que nous avons tous la même peur de la mort, la même façon de mourir et les mêmes souffrances?... »

Il y a là une des pages les plus poignantes qui aient été écrites sur la guerre.

Voici enfin que les soldats sont en face du Kaiser — un Kaiser si décevant que le paysan Tidjen songe que, lui aussi, doit aller aux cabinets. Et après, jaillit le débat ardent sur les grands thèmes de la guerre :

— Nous sommes pourtant ici pour défendre notre patrie. Mais les Français eux aussi sont là pour défendre la leur. Qui donc a raison?

— Pourquoi donc un serrurier ou un cordonnier fran-

gais voudrait-il nous attaquer? Non, ce ne sont que les gouvernements...

— Il doit y avoir des gens à qui la guerre profite.

— Et tout grand empereur a besoin au moins d'une guerre, sinon il ne devient pas célèbre...

Quel est le combattant français qui ne trouvera pas dans ces paroles un écho des propos fiévreux qu'une lucide angoisse lui a dictés bien des fois?

Je pourrais accumuler les exemples : gêne des permissionnaires devant les civils, absence du sentiment religieux devant la mort, énerverment des hospitalisés devant le zèle clérical des infirmières, angoisse frémissante des dernières semaines de la guerre; tous concourent à montrer qu'à l'ouest comme à l'est du front, les combattants ont nourri des pensées semblables — parce qu'ils avaient un destin pareil.

Ils ont été comme les ouvriers d'une même entreprise et l'identité de leur vie avait créé entre eux une telle solidarité, que les entrepreneurs eussent tremblé s'il n'avait manqué à l'expression de cette solidarité l'audace du premier geste.

De part et d'autre nous étions si fatigués (c'est notre commune excuse), que nous avons laissé nos maîtres jouer de nouveau contre nous les cartes de notre orgueil de soldat...

E. M. Remarque écrit :

« Nous ne sommes pas battus, car, en tant que soldats, nous sommes les plus forts et les plus expérimentés; nous sommes simplement écrasés et repoussés par l'énorme supériorité numérique... »

A lire cela, il me semble entendre encore les cent, les mille gosiers français qui ont dit autour de moi :

« Le soldat français est le premier soldat du monde; il n'a été vaincu à Charleroi et ailleurs que parce qu'ils étaient dix contre un, parce que leurs mitrailleuses et leurs canons lourds... »

Pauvres gens que nous sommes, les uns et les autres, avec cette pauvreté de nos orgueils nationaux! Mais oui, vous avez été battus, travailleurs allemands; nous avons été battus, travailleurs français; battus et battus ensemble, battus et battus jusqu'au sang par nos maîtres. Que le sentiment de notre défaite commune grave en nous le sentiment de nos misères communes, et qu'en lui nous puissions la certitude que notre victoire ne pourra être que commune comme nos défaites. — B. CLAUFFRET.

Henri Dubreuil. — STANDARDS, le travail américain vu par un ouvrier français (Grasset).

Un livre attendu, c'était bien celui-là. Un ouvrier mécanicien français allait raconter ses impressions de quinze mois de travail en Amérique. Ce qu'il déferait, on le savait par la réplique qu'il fit à André Philip, lors de la conférence que celui-ci donna, l'an dernier, sur la Rationalisation et le Socialisme (1). « Nous ne sommes d'accord ni sur la situation en Amérique, ni sur la rationalisation », avait dit Dubreuil. Mais on était curieux de connaître comment s'était formé son jugement et sur quels faits il l'appuyait. Après avoir lu ses quatre cents pages, on ferme ce livre avec un sentiment pénible de déception.

Dubreuil est parti aux Etats-Unis avec une mauvaise paire de lunettes. Jamais je n'avais mieux compris l'expression : « Les arbres lui ont caché la forêt. » Il a pris pour l'ensemble de la classe ouvrière américaine, cette aristocratie ouvrière qui dispose de hauts salaires. Il a, d'ailleurs, regardé avec un esprit préconçu, décidant, dès l'abord, que telle chose n'avait pas d'importance : « Ces aspects de la vie américaine (les rapports directs faciles entre le chef et le subordonné), n'ont paru beaucoup plus importants à noter que les histoires de mouchardage que l'on raconte comme si elles étaient spéciales à l'Amérique. Ceux qui se complaisent à les décrire, oublient trop que cette ombre au tableau de la vie industrielle n'est malheureusement pas circonscrite à la terre américaine » (p. 67). Dubreuil ne s'y est pas complu. Il ne s'est pas dit que le mouchardage autant que le taylorisme, était un article d'exportation du patronat américain. Ce que représente une affaire comme celle de Sacco et Vanzetti, — qui ne peut être regardée comme une affaire isolée et exceptionnelle, mais comme une affaire parmi cent autres aussi importantes et aussi graves, avait

dit Philip, — ce que représente une affaire strictement syndicale comme celle de Tom Mooney, ce que représentent des fusillades d'ouvriers comme celles de Chicago, de Ludlow, celle de Columbine, l'an dernier, dignes précédents de cet attentat de Gastonia où le patronat vient d'employer la dynamite contre des grévistes et de détruire les bâtiments d'un syndicat du textile, tout cela ne préoccupe pas l'ouvrier, le fonctionnaire syndical qu'est Dubreuil. Il ne se complaira pas plus à le décifire qu'à le comprendre.

Notre auteur appartient à la race des voyageurs qui ne voient que ce qu'ils désiraient voir. Nous aurons à revenir sur la réponse que du haut de son réformisme olympien il laisse tomber sur nos critiques de la rationalisation. Mais ce n'est pas la lecture de *Standards* qui modifiera notre opinion sur les militants ouvriers qui contractent l'admiration du capitalisme. Elle ne peut que la renforcer. Dubreuil voudrait non seulement qu'on apporte en même temps que la rationalisation, les mœurs démocratiques qui l'entourent là-bas d'une autre atmosphère; il voit l'Amérique s'acheminer vers la coopération, — rien de commun avec ce que nous appelons en Europe la coopération — vers la coopération du patronat et de la classe ouvrière, c'est-à-dire ce que nous appelons tout bonnement la collaboration des classes.

Ce livre qui veut être une réplique au *Problème ouvrier aux Etats-Unis*, ne montre que plus fortement l'intérêt de l'ouvrage de Philip. Il montre aussi, hélas ! combien un ancien ouvrier mécanicien, un fonctionnaire syndical, peut être dénué de tout sentiment ouvrier. — P. M.

Gustave Bessière. — LE CALCUL INTEGRAL, FACILE ET ATTRAYANT (Librairie Dunod).

L'une des faiblesses du prolétariat réside dans sa timidité. L'ouvrier doute de lui-même et croit qu'un abîme le sépare de ses maîtres : ne sont-ils pas des savants, des puits de science?

La bourgeoisie cherche à renforcer cette timidité chez ceux qu'elle exploite. Elle ne fait plus autant sonner son latin et son grec. Mais elle invoque volontiers les sciences et les mathématiques comme un signe de supériorité. Elle farcit de grands mots son vocabulaire scientifique. Les mathématiques qu'elle enseigne banissent les exemples concrets.

Et l'on voit maint instituteur se prendre d'admiration pour l'enseignement secondaire, pour les « spéciales » qui y sont enseignées et qu'il se croit incapable de comprendre.

Le livre de Gustave Bessière délivrera les instituteurs syndiqués de leur terreur des « spéciales ». Cet excellent ouvrage, d'esprit très scientifique, les aidera à comprendre qu'il n'y a pas plus de « coupure » dans l'enseignement des mathématiques que dans celui des sciences. D'où la possibilité d'un enseignement prolétarien, unissant la science à la production et permettant au prolétariat d'extraire de sa masse les savants et les techniciens qui resteront des égaux de l'ouvrier. Plus de « plans de savoir », permettant des « plans de rémunération » et créant une classe de privilégiés : les intellectuels!

Les journalistes bourgeois nous présentent, par ordre, une fausse image de l'homme de science. Ils nous montrent un chercheur isolé, travaillant dans l'abstrait et découvrant des lois que le technicien utilisera. Rien de pareil dans la réalité. « Toute théorie prend sa source dans ses applications et fait corps avec elles. C'est ainsi que l'aérodynamique est sortie de l'avion et que la thermodynamique est sortie de la machine à vapeur. De même, le calcul différentiel est sorti de la méthode de calcul des maxima et minima, laquelle reste une des plus belles applications du calcul différentiel... C'est le besoin qui détermine l'invention... » (p. 78)

« Les plus difficiles opérations de l'analyse, dit notre auteur, reviennent à compter sur ses doigts, mais avec une formidable économie de temps. De les considérer ainsi ne les rend peut-être pas plus faciles à résoudre, mais cela préserve d'en avoir peur... » Aussi pour banir de nos esprits, toute crainte et tout respect inutiles, M. Bessière multiplie-t-il les exemples concrets; les figures parlantes, les diagrammes explicatifs. Il nous enseigne des « trucs » pour venir à bout des difficultés de

(1) Voir R. P. du 1^{er} juillet 1928.

calcul en les tournant; il existe un véritable « cuisinage » des expressions à intégrer.

Un bon élève d'école primaire supérieure, un bon normilien, après avoir médité le livre de M. Bessière, seront certainement « en état de lire avec profit n'importe quel traité de Mathématiques, générales ou spéciales, dont l'étude directe les eût peut-être rebutés ». Ils perdront ainsi leurs illusions sur l'enseignement secondaire et aussi sur la fameuse école unique si bien démontée ici par notre camarade Richard. — A. V. JACQUET.

James Oliver Curwood. — LA PISTE DANGEREUSE (Crès).

Une histoire d'amour qui a pour cadre la grande plaine glacée du Nord de l'Amérique. Curwood nous parle de la construction d'une ligne de chemin de fer de la Baie d'Hudson, mais il ne fait que l'évoquer et ne nous dit rien de la vie des ouvriers qui y travaillent. Ses personnages ont peu de relief, et on ne retrouve pas dans ce livre les belles descriptions qu'il a l'habitude de faire. Roman banal. — L. C.

Frédéric Stève : L'ALLEMAGNE ET LA POLITIQUE EUROPEENNE 1890-1914 (Rieder).

Récit fait par un Allemand des principaux événements diplomatiques qui se sont produits depuis la chute de Bismarck, et qui aboutirent à la guerre de 1914. Récit officiel fait par un officiel. Aussi dépourvu d'intérêt et plein de bourrage de crânes que le sont, en sens inverse, les écrits, sur le même sujet, des officiels français. C'est du Peincaré à rebours. — R. L.

NOUS AVONS PEU :

GEORGES MER : *Le syndicalisme des fonctionnaires*, 12 fr. (Valois).

ANDRÉ FOURGAUD : *Du code individualiste au droit syndical*, 12 fr. (Valois).

HENRI DURRUIL : *Standards*, le travail américain vu par un ouvrier français, 15 fr. (Grasset).

RENÉ DE LA PORTE : *Le club des 612*, 12 fr. (Valois).

GEORGES POTUR : *Finances de la Paix*, 12 fr. (Valois).

EDOUARD GUYOT : *L'Université et l'Etat moderne*, 12 francs (Valois).

BERNARD SHAW : *Guide de la femme intelligente en présence du socialisme et du capitalisme*, 20 fr. (Montaigne).

PIERRE FERVACQUE : *La vie orgueilleuse de Trotsky*, 12 fr. (Fasquelle).

LÉON TROTSKY : *La Révolution défigurée*, 15 fr. (Rieder).

RENÉ HUBERT et RENÉ LEPROUST : *Les Assurances sociales. I. La mise en application*, 15 fr. (Daloz).

JAMES-OLIVER CURWOOD : *La piste dangereuse*, 12 fr. (G. Crès et Cie).

HENRI SÉE : *Esquisse d'une histoire économique et sociale de la France*, 50 fr. (Alcan).

RECTIFICATION

Une erreur de correction typographique a rendu incompréhensible le début du quatrième paragraphe de la page 10-218, dans la biographie de Francesco Ghezzi, par Jacques Mesnil, paru dans notre dernier numéro. Ce texte doit être rétabli comme suit :

« C'était un enfant curieux, intelligent, allant les yeux grands ouverts. A ses questions, restées souvent sans écho dans sa famille, la vie de la fabrique donna bientôt réponse : pour compléter son éducation, un camarade de travail, un jeune anarchiste-syndicaliste, lui fit connaître la littérature révolutionnaire. »

Le Collier de Perles

... Laisser opérer le capitalisme lui-même, en le contrôlant et en le confinant dans son rôle strictement économique. Telle semble devoir être la fonction propre du socialisme au pouvoir dans la période où nous entrons.

Marcel DÉAT (Populaire du 28 juillet.)

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

UNE RESOLUTION DES CORRECTEURS

L'Unité Syndicale nécessaire et possible

L'Imprimerie Française, l'organe de la Fédération confédérée du Livre, a publié dans son numéro du 16 juillet, la résolution suivante sur l'unité syndicale que le Syndicat parisien des Correcteurs se propose de soumettre au Congrès fédéral du Livre et à celui de la C. G. T. :

Le Syndicat des correcteurs de Paris, après examen de la situation actuelle de la classe ouvrière et son assemblée générale du 2 juin 1929, constate avec regret que la réalisation de l'unité est généralement absente des préoccupations présentes du mouvement syndical.

Il le déplore d'autant plus vivement que la scission des syndicats ouvriers s'est produite au moment où le patronat concentrait ses forces au sein de ses propres syndicats. Depuis, les travailleurs, divisés, sont à la merci de leurs exploitateurs, étroitement unis. Les salaires sont au-dessous du standard de vie; les libertés et les avantages péniblement acquis sont menacés. D'une manière générale, la classe ouvrière affaiblie et démoralisée par la scission est condamnée à une défensive souvent difficile.

Le Syndicat des correcteurs qui a maintenu intacte son unité en 1921 et qui de ce fait a gardé dans son sein tous les travailleurs conscients de sa corporation, quelles que fussent leurs tendances, espère qu'un jour prochain les travailleurs des autres corporations comprendront la nécessité pressante d'être unis. Il entend continuer patiemment à préparer le retour à l'unité dans l'intérêt du mouvement ouvrier, tout entier comme dans son intérêt corporatif, car l'affaiblissement de la combativité ouvrière provoqué par la scission atteint l'ensemble des syndicats, même ceux qui ont sauvé leur unité.

**

Préparer l'unité, cela ne peut être que travailler à modifier l'état d'esprit existant de part et d'autre et à détruire les divers arguments invoqués contre sa reconstitution. Le jour où l'on se sera convaincu que l'unité syndicale est indispensable et possible, il sera facile alors d'établir les modalités pratiques de son rétablissement.

« Rentrez chez nous, dit notre C. G. T. » « Non, venez chez nous, répond la C. G. T. U. » Cette manière de concevoir l'unité est la manière la plus sûre de s'opposer à sa réalisation et de s'installer dans la scission. L'expérience de ces huit dernières années montre que les tentatives mutuelles de grignotage ou d'unité partielle ne font qu'aviver les haines et creuser le fossé.

L'unité à la base dans les syndicats confédérés préconisée par le dernier Congrès confédéral n'a pas fait avancer l'unité d'un seul pas. L'unité, sur un

programme réformiste de collaboration, qu'il ne faut pas confondre avec le respect des statuts, ne saurait davantage rallier l'ensemble de la classe ouvrière.

De même l'unité à la base dans les syndicats unitaires, avec le dessein de détacher les syndicats et les syndiqués révolutionnaires qui appartiennent à la C. G. T., ne pourrait qu'aggraver la scission. Le rassemblement au sein d'une même organisation des seuls ouvriers révolutionnaires ne serait pas davantage l'unité.

La classe ouvrière est une. Les syndicats doivent grouper réformistes et révolutionnaires. Faire comprendre cela, rappeler que la C. G. T. d'hier englobait tous les travailleurs conscients et que celle de demain doit reprendre cette tradition, c'est préparer l'unité. Quand les militants des deux C. G. T. l'auront compris, l'accord sera vite fait sur le Congrès d'unification d'où sortira la C. G. T. reconstituée, habitable pour toutes les tendances.

**

Cette préparation des esprits à l'unité ne peut se traduire dans les faits, tant que l'unité organique reste à réaliser, que dans l'action commune pour les revendications ouvrières. Le front unique sincère et véritable entre organisations est une absolue nécessité ; il serait en outre la meilleure préparation à l'unité. Les adversaires et les saboteurs du front unique sont en réalité des adversaires de l'unité ; mais il est évident que le front unique exclut de lui-même injures et manœuvres.

**

Plinement convaincu de la nécessité de l'unité syndicale et des possibilités de sa réalisation par la fusion des deux C. G. T., le Syndicat des correcteurs mandate ses délégués aux Congrès fédéral et confédéral pour qu'ils y défendent son point de vue.

Dans l'Internationale de l'Enseignement

L'échec d'une expérience d'unité

Dans sa rubrique des « Faits », la *Révolution Proletarienne* a annoncé que les instituteurs belges avaient décidé, en leur dernier Comité National, de quitter l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement (I.T.E.) à laquelle ils étaient affiliés depuis bientôt cinq ans. Ce départ mérite une attention particulière ; il montre après l'effondrement du Comité Anglo-Russe, que les tentatives d'unité partielle sont d'une très grande instabilité, et il consacre l'échec de l'expérience d'unité internationale tentée dans l'Internationale de l'Enseignement.

QUELQUES MOTS SUR L'INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE L'ENSEIGNEMENT

Au lendemain de la guerre, les éducateurs syndicalistes de France et de quelques autres pays comprirent la nécessité de grouper les membres de l'Enseignement sur le plan international. En s'attelant à cette besogne, ils avaient conscience de servir non seulement les intérêts du corps enseignant, mais encore ceux du prolétariat.

Ce fut notre camarade Marthe Bigot qui, au Congrès de la Fédération française de l'Enseignement (Tours 1919) se chargea de lancer l'appel en faveur

du rassemblement des éducateurs syndicalement organisés dans le monde.

Trois ans plus tard, la nouvelle Internationale était définitivement constituée, mais elle ne devait prendre le titre d'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement qu'à son deuxième Congrès (Bruxelles, 1924).

Elle comprenait alors :

La Fédération des Travailleurs de l'Enseignement de l'U.R.S.S., section la plus importante par le nombre de ses adhérents ; en entrant dans l'I. T. E. elle avait décidé de supprimer le « Comité International de Propagande » créé par l'I.S.R. (1) ;

La Fédération unitaire des membres de l'Enseignement laïc (France) ;

Les Syndicats de l'Enseignement d'Italie et de Bulgarie ;

L'Union des Instituteurs du Portugal.

Trois organisations appartenant à la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam avaient donné leur adhésion :

La Centrale du Personnel enseignant socialiste de Belgique, la plus forte ;

Le Syndicat du Luxembourg et l'Association des Instituteurs espagnols.

En outre, des relations étaient établies avec des membres de l'Enseignement en divers autres pays.

Après le Congrès de Bruxelles, sortie de la période d'organisation, l'I.T.E. allait pouvoir entreprendre l'exécution des tâches qui lui incombaient.

Cependant, malgré ses appels à l'union, et bien qu'elle restât indépendante de l'I.S.R. comme de la F.S.I., elle ne put réussir à grouper un certain nombre d'organisations nationales, qui bientôt cherchèrent elles aussi à établir des liens entre elles.

Dans le deuxième semestre de 1926, l'Internationale d'Amsterdam convoquait deux conférences et constituait en son sein le « Secrétariat Professionnel International de l'Enseignement » autour duquel vinrent se grouper le Syndicat National confédéré des Instituteurs de France, le *Bond* de Hollande, les Syndicats d'Instituteurs d'Allemagne, d'Autriche et du Luxembourg. Ce dernier, dans un louable souci d'unité, ne donnait son consentement qu'à la condition de pouvoir rester dans les rangs de l'I.T.E. avec laquelle il préconisait une collaboration loyale.

En avril 1927, était fondée une « Fédération Internationale des Associations d'Instituteurs » (F.I.A.I.) dans laquelle entraient notamment le Syndicat National de France et le *Bond* hollandais, tous deux affiliés à la F.S.I. ; l'Union des Instituteurs d'Angleterre et celle d'Allemagne, l'une et l'autre en dehors du mouvement syndical. Son but était « d'établir la paix dans le monde en mettant l'école au service de la réconciliation des peuples ».

L'I.T.E. condamna la création de cette Fédération Internationale comme manœuvre confusionniste qui empêchait la réunion des éducateurs sur le solide terrain de la lutte de classe. « Ce n'est point l'enfant ni l'éducateur, déclara-t-elle, qui donneront la paix au monde, mais le poing armé du travailleur. »

En face du Secrétariat Professionnel International, l'I.T.E. parla de manœuvre scissionniste qui avait pour but de détacher d'elle les sections affiliées à Amsterdam, notamment celle de Belgique. Cependant la Centrale belge du Personnel enseignant prenait une attitude très nette : elle ne voulait adhérer à aucune autre organisation corporative internationale en dehors de l'I.T.E. Cette décision fut

(1) Notons que la Fédération russe groupe non seulement les membres de l'Enseignement, mais aussi les citoyens qui, par leur profession, jouent un rôle dans l'éducation du peuple, les journalistes par exemple.

maintenue jusqu'au Comité National de mars 1929 où il y eut un revirement d'opinion.

POURQUOI LES INSTITUTEURS BELGES ONT-ILS QUITTE L'I.T.E. ?

Comment expliquer ce renversement de la majorité ? Pour quelles raisons la Centrale belge du Personnel enseignant a-t-elle décidé en 1929 sa désaffiliation de l'I.T.E. ?

A ces questions, le Secrétariat général de l'I.T.E. répond en rejetant l'entière responsabilité de la situation sur les « droitiers » de la Centrale, le Parti ouvrier belge, et la F.S.I.

« Et pourtant, écrit-il, la majorité des droitiers est relativement faible ; ces agents souvent puissants du P.O.B. ont plutôt colonisé que persuadé la Centrale. » Comment sont-ils arrivés à leurs fins ? En mettant tout en œuvre pour discréditer l'I.T.E., taxée par eux d'organisation communiste, en manœuvrant pour duper les instituteurs belges. La discussion dans « l'Étincelle », organe officiel de la Centrale, fut une « discussion de cabaret » ; au Comité de mars le débat sur les questions internationales fut brutalement écarté. Et voici, après cela, la conclusion du Secrétariat général de l'I.T.E. :

« C'est notre devoir d'appeler tous les éducateurs socialistes de Belgique, honnêtes et courageux, à lutter pour les revendications immédiates sans compromission, pour l'unité syndicale, pour l'I.T.E. C'est notre devoir, conformément à nos statuts, à nos décisions de Congrès, à la volonté de notre dernier Comité Exécutif, de clouer au pilori les saboteurs et les traîtres. »

« Saboteurs, traîtres », ainsi sont qualifiés les camarades d'hier par les dirigeants responsables de l'I.T.E. Nous le disons nettement : nous désapprouvons l'emploi d'un tel vocabulaire. Et nous ne traiterons pas non plus de « scissionniste » la majorité de la Centrale belge du P.E. parce qu'elle a décidé de quitter l'I.T.E. « Être scissionniste » a pour nous une signification précise : c'est couper une organisation en deux ou plusieurs tronçons. Rien de pareil n'a été fait. La Centrale belge a simplement changé d'orientation ; elle est sortie d'une Internationale pour entrer dans une autre.

Certes, nous eussions préféré que les instituteurs belges prissent une attitude semblable à celle de leurs collègues luxembourgeois : adhérer au S.P.I. d'Amsterdam, mais rester en même temps au sein de l'I.T.E., c'est-à-dire être le trait d'union entre ces deux organisations internationales. Nous comprenons parfaitement le désir d'un grand nombre de camarades belges : ne plus rester isolés des 80.000 instituteurs de France groupés dans le Syndicat National, affilié à la C.G.T. et à la F.S.I. Mais ce rapprochement, cette collaboration pouvaient être réalisés sans pour cela abandonner l'I.T.E. Ce fut d'ailleurs la position qu'adopta d'abord la section de Bruxelles dans sa majorité, avant de se joindre à la section de Huy qui voulait sortir de l'I.T.E. (1)

Il se peut que certains membres du P.O.B. aient employé des moyens dénués d'honnêteté pour arriver à leurs fins. Mais si cela est, il faut reconnaître qu'ils ont été puissamment aidés par leurs adversaires politiques eux-mêmes — nous parlons des communistes.

Car si extraordinaire que cela puisse paraître à des camarades qui ne veulent pas voir clair, les décisions prises par le dernier Congrès de l'I.S.R. (plus exactement de l'I.C.) : lutte renforcée contre l'In-

ternationale d'Amsterdam, abandon de l'unité syndicale, ont eu une répercussion certaine dans la Centrale belge. Au Congrès de Noël, Van de Moortel, qui est pourtant un ardent défenseur de l'I.T.E., n'a pas hésité à déclarer qu'il condamnait l'attitude de l'I.S.R.

A la veille du Congrès de la Centrale belge, on pouvait lire dans l'« Ecole Emancipée » sous la signature de Barne, membre du bureau de la F.U. française de l'Enseignement, les lignes suivantes fort significatives :

« Mettons-nous bien dans la tête que nos adversaires ne sont plus seulement les représentants de l'Etat-patron, mais surtout les dirigeants des organisations réformistes. Ne les ménageons pas. »

En présence d'une telle attitude, et sans même qu'aucune pression ne fût exercée sur lui, l'instituteur belge syndiqué devait logiquement penser : « Si le Syndicat National de France est considéré par les Unitaires comme un adversaire pire que l'Etat bourgeois, il doit en être de même de mon organisation syndicale qui, elle aussi, est en accord avec la politique de l'Internationale d'Amsterdam. »

Et cet état d'esprit, en se développant, ne pouvait contribuer à maintenir l'unité dans l'I.T.E.

D'ailleurs, aux yeux d'un grand nombre de membres de la Centrale belge, cette Internationale apparaîtrait désormais comme une organisation à tendance communiste, bien qu'elle soit statutairement indépendante de Moscou comme d'Amsterdam. Cette manière de voir est-elle simplement le résultat d'une habile propagande des droitiers de la Centrale et de certains membres du P.O.B. ? Nous ne le pensons pas, et un fait important suffit à le prouver.

On se rappelle (la R. P. a du reste publié l'ordre du jour dans son n° du 15 mai 1928) que les instituteurs de Bruxelles avaient protesté contre une mesure de révocation qui frappait Radek, militant de l'Opposition russe. Cette protestation avait été envoyée au « Bulletin de l'I.T.E. » dans lequel elle n'a jamais été insérée.

Sous le prétexte de ne pas l'entraîner dans les discussions du P. C. russe — ce que personne n'a jamais demandé — on prétend que le « Bulletin de l'I.T.E. » n'a pas à s'occuper de la répression exercée par Staline contre des membres de l'I.T.E.

C'est, constatons-le, l'argument qu'employaient déjà au Congrès de Paris, l'année dernière, les dirigeants de la Fédération Unitaire de l'Enseignement pour justifier la non-insertion dans l'« Ecole Emancipée » d'un ordre du jour de Richard (voir R. P. du 1^{er} mai 1928) qui dénonçait la répression exercée en Russie contre des militants révolutionnaires.

Vernoche et ses collaborateurs qui crient à tous les échos que l'I.T.E. n'est pas communiste, comme des adversaires de mauvaise foi le prétendent, démontrent eux-mêmes qu'en réalité Staline peut persévérer dans l'arbitraire gouvernemental sans craindre les protestations de l'indépendante I.T.E. Eux-mêmes donnent raison aux adversaires qu'ils voudraient confondre.

COMMENT TRAVAILLER A L'UNITE INTERNATIONALE ?

Il faut le dire franchement. On ne peut à la fois poser un pied sur la route de l'unité et un autre sur celle de la scission. Ces deux routes ne sont pas parallèles ; elles sont divergentes. Et il faut bien se décider à mettre les deux pieds sur la même, donc à choisir entre les deux.

Les dirigeants de l'I.T.E., ceux de ses sections russe et française, qui sont adhérentes à l'I.S.R., ont accepté sans broncher la politique de scission voulue

(1) Il y a évidemment la question financière : cotisations internationales. Mais elle reste, croyons-nous, d'importance secondaire.

par ces deux organismes qui n'en font qu'un. Comment dès lors pourrait-on croire à leur sincérité quand ils prétendent défendre la cause de l'unité à l'intérieur de l'I.T.E. ?

Pas d'équivoque ! Les vrais unitaires sont uniquement ceux qui combattent les fauteurs de scission, francs ou hypocrites, partout où ils se trouvent.

« Qui brise l'unité trahit la classe ouvrière ! » déclarait Cogniot, l'envoyé de l'I.T.E., au Comité National de la Centrale belge. Nous applaudissons à ces paroles. Mais les « briseurs de l'unité », Cogniot, ne sont pas seulement dans le camp d'Amsterdam ; ils se trouvent aussi, et nombreux, dans celui de Moscou. Les uns et les autres s'ingénient à perpétuer l'état de scission dont ils vivent. Tant pis pour la classe ouvrière que ses divisions intestines rendent impuissante.

Pour travailler efficacement à réaliser l'unité internationale des Travailleurs de l'Enseignement — qu'on ne peut séparer de la reconstitution de l'unité du prolétariat mondial — il faut résolument lutter contre les scissionnistes de tout poil : ceux de droite comme ceux de gauche ; ceux de la F.S.I. comme ceux de l'I.S.R.

Henri FULCONIS.

La réponse des normaliens de Quimper

Le Bulletin du Syndicat des Instituteurs du Finistère publie la réponse que les Normaliens de Quimper ont adressée au journal l'Humanité; cette réponse lave nos camarades du Finistère des accusations infâmes que le journal communiste avait lancées; elle est une flétrissure pour les calomniateurs, une flétrissure administrée par les Normaliens eux-mêmes :

Nous avons été profondément étonnés de trouver dans l'Humanité un article entièrement faux au sujet des événements de notre Ecole Normale.

Cet article, intitulé « Les anarcho-réformistes ont brisé la grève des normaliens de Quimper », paru dans votre feuille du 5 juillet, est une véritable infamie à l'égard des militants du Syndicat unitaire du Finistère : Caruel, Josette et Jean Cornec, Allot et Drapier. Nous vous prions donc de vouloir bien insérer cette brève mise au point.

Jamais les militants du Syndicat ne nous ont dicté l'attitude à adopter; jamais, ils n'ont fait pression sur nous. Le jeudi 27 juin, à la fin du licenciement, lorsque, par 48 voix contre 37, nous exprimions le désir de ne pas rentrer à l'Ecole Normale, nous sommes rentrés de notre propre volonté, uniquement parce que la minorité était trop forte et non parce que nous fûmes poussés par le Syndicat.

Toujours, ces militants nous ont affirmé et apporté l'appui du Syndicat, quelles qu'aient été nos décisions. Et, grâce à eux, notre second mouvement n'a pas pris fin sur une débandade.

A la réunion du 30 juin, nous décidâmes la rentrée en masse. Là encore, le Syndicat ne fit aucune pression sur nous.

Pourquoi cette décision ?

Tout simplement parce que, dans la situation où nous étions, il était impossible de continuer la lutte. Un à un, nos parents venaient nous chercher et nous obligeaient à rentrer. Nous n'étions plus que 50 normaliens dehors et, dans la journée, une trentaine de parents conduiraient encore leur fils à l'E. N. Notre mouvement allait donc finir par un fiasco retentissant. C'est la seule raison de la décision de rentrée en masse. Ne valait-il pas mieux rentrer coude à coude, la tête haute, que conduits par nos parents comme de petits enfants ?

C'est alors que les majoritaires venus de Paris accusèrent Cornec, Caruel, Drapier et Allot d'être des briseurs de grève. Nous répondîmes à cette infâme calomnie comme il convenait, en adressant nos remerciements les plus vifs aux militants du Finistère, puis en quittant spontanément la salle de réunion, laissant les Parisiens parler aux murs.

Aujourd'hui, nous leur renouvelons publiquement l'expression de notre reconnaissance.

LES NORMALIENS DE QUIMPER.

P. S. — Le titre de votre article nous avait échappé : « Les anarcho-réformistes... »

Anarcho, peut-être, si vous entendez par là que Cornec, Caruel, etc..., ne sont pas dans la ligne de la C. G. T. U. Mais réformistes, non !

Réponse à Rollo

Rollo — anarchiste d'avant-guerre, jusqu'aboutiste de guerre, orthodoxe d'aujourd'hui — veut bien me consacrer quelques lignes, dans un article de *la Vie Ouvrière*.

Il affirme qu'au cours des dernières élections au Conseil Départemental de l'Enseignement, je me suis signalé par mon zèle contre la Fédération, et que j'ai voté pour le Syndicat National.

Je mets au défi Rollo de citer une seule ligne ou une seule phrase de moi qui exprime la moindre attaque contre la Fédération. Il est vrai que j'ai combattu les malheureux qui, à la tête du Syndicat de la Seine, la déshonorent par leur mesquinerie haineuse. Mais cela n'est pas la desservir. Au contraire !

Je milite surtout en ce moment dans l'organisation de masse qu'est le Syndicat National, comme d'autres membres de la Fédération militent dans leurs syndicats de catégorie. Dans cette section de la Seine qui compte dans son sein des éléments les plus avertis et les plus fermes du S. N. — mais aussi une majorité d'amicalistes dominés par des intérêts particuliers — nous sommes quelques-uns à lutter pour le respect de la discipline syndicale, en toutes circonstances. Nous devons donc donner l'exemple.

D'ailleurs, c'est la première fois que le Syndicat unitaire présentait des candidats, en menant toute sa campagne contre les « chefs réformistes ». Le résultat lamentable (351 voix contre 5.400 au S. N.) a eu pour seul effet de faire discréditer l'organisation unitaire. Notre mot d'ordre a toujours été « une liste syndicale unique » dans la Seine. C'est par cette méthode que les syndicalistes d'avant-guerre ont conquis les sièges de conseillers départementaux. Nous n'avons aucune raison sérieuse pour l'abandonner.

Rollo doit, d'ailleurs, comprendre parfaitement cette attitude.

En 1923, il écrivait, en effet :

« Le Syndicat National est le plus fort groupement, IL FAMILIARISE AVEC LE SYNDICALISME LE GROS DE SES TROUPES, il a pris à son dernier Congrès l'engagement moral de faire adhérer à la C. G. T. tous ses membres... (C'est fait depuis 1925. R. H.).

Plusieurs jeunes communistes pensent que les solutions valant pour les syndicats ouvriers doivent valoir pour les syndicats d'instituteurs, qu'il faut, dans leur corporation comme dans les autres, une organisation de masse au sein de laquelle les instituteurs communistes tenteront de faire prévaloir leurs solutions propres. ...

... Au point de vue corporatif, on ne peut pas dire — quoi qu'on prétende — qu'il y ait de différence entre les deux groupements. Ce sont les mêmes questions qui sont étudiées dans leurs Congrès. Un seul point — très important, il est vrai — les sépare : l'action sociale. Avec notre petit effectif, nous ne pouvons rien réaliser ; avec son gros effectif, le S. N., qui manque bien souvent d'allant, n'obtient pas grand'ch'pse. TOUT DIT QU'IL FAUDRAIT QU'ILS S'UNISSENT. »

A cette époque, il est vrai, membre du bureau fédéral, Rollo était en relations avec Monatte et Rosmer. Ceux-ci occupaient, en effet, des postes importants à l'Humanité. Et quoique révolutionnaire et lyrique, Rollo a toujours le respect des hiérarchies. Ce n'est pas lui qui pousserait le ridicule jusqu'à servir de « porte-guêpe » (sic) à Monatte quand celui-ci est presque seul, à lutter contre le courant de démagogie ; presque seul, comme en 1914 contre la guerre, en 1917 pour la défense de la Résolution Russe, en 1921 contre la scission syndicale.

Roger HAGNAUER.

LA FIN DU CONGRÈS DES MÉTAUX

La seconde séance du congrès des Métaux parisiens (29 juin) a été consacrée aux questions d'organisation et à la nomination de la C. E. et du bureau.

Rapport de Manguin, qui fait « l'auto-critique » de la gestion passée, dont il est, lui et son parti, responsable au premier chef. Mais il était nécessaire de taper sur les copains, les avis étant unanimes pour dire que le syndicat est sérieusement troublé ; les doublures que sont les Faure-Brac encaissent d'ailleurs avec une aisance qui troublerait, si nous n'étions avertis. La comédie était bien réglée et personne à la vérité ne s'y laisse prendre. D'ailleurs, aucun changement ferme ne vient, en conclusion de ce rapport, étayer la critique. On s'y attendait bien, les méthodes et l'organisation en vigueur répondaient trop bien au sentiment des dirigeants qui est de museler tout ce qui vient d'en bas.

C'est ce que Roy va mettre en lumière avec précision par une formule heureuse. « La première chose à réaliser, dit-il, quand on veut la démocratie ouvrière, c'est d'avoir une organisation qui permette à la base de s'exprimer ». Pour ce faire, Roy propose de donner des pouvoirs délibératifs aux sections locales, la section d'usine ne pouvant être qu'un groupe d'agitation et de propagande ; il propose également que des pouvoirs délibératifs soient donnés aux assemblées « d'information ».

Voilà, en matière d'organisation, ce que la minorité proposait à ce congrès. C'est évidemment plus qu'il n'en fallait pour faire crier nos super-démocrates, qui, comme je l'ai déjà dit, n'auront rien changé à ce congrès ; le malaise continuera, malaise qui devient sérieux et dont certains militants, jusqu'à présent de la majorité, commencent à s'inquiéter ! Toujours passoire le syndicat ! et la moyenne des timbres pris les cinq premiers mois de l'année est inférieure à 3.000. Les métallurgistes, voyez-vous, ont une façon à eux de se « radicaliser ».

Le congrès apprend qu'un vent d'autonomie a soufflé sur la fonderie. Nous en serions, paraît-il, les instigateurs. Première nouvelle ! La minorité des métaux travaillant avec la Ligue a toujours été absolument opposée à cette conception « d'unité syndicale » à rebours.

Un délégué de la fonderie a déclaré carrément au congrès que si on refusait un des leurs au secrétariat (la fonderie forme le noyau stable et actif du syndicat) ça irait mal. Ce camarade n'est pas minoritaire, un autre fondeur venant d'être élu membre de la C. E. en fin de congrès, démissionne sur le champ à cause de la salade qui inaugura la première séance de la C. E. qui devait désigner le nouveau bureau. Je dis : qui devait, car il y a longtemps, en réalité que le nouveau bureau était désigné.

Marquons, en passant, que ce camarade a réclamé un vote secret ; l'idée ferait-elle son chemin ?

S'il arrivait une tuile du côté de la fonderie, Messieurs les Galopin et autres Courtade, vous en serez les responsables.

D'autres interventions montrent bien que la fissure dans la majorité se fait d'elle-même. Mais on ne vient pas à la minorité parce que nous serions, paraît-il, trotskystes !... Bah ! ça se passera. Il faut le temps de dissiper les petits malentendus si bien entretenus par les anti-trotskystes.

La désignation de la C. E. a donné lieu à un débat passionné qui caractérise le malaise beaucoup plus que la discussion des rapports. Il s'agissait de débarquer Lénard, et des délégués, encore assez curieux demandèrent pourquoi, non pas qu'il s'agisse, dans leur esprit, de la personnalité de Lénard, mais parce qu'enfin on avait tout de même le droit de savoir.

Eh ! bien, non ! on n'a rien su. Lénard est venu affirmer qu'il était dans la ligne, et qu'il n'avait pas le temps de faire un exposé des motifs de son « débarquement ». Galopin, nouveau chef d'orchestre, a déclaré avec emphase qu'il « espérait » que Lénard continuerait à être un bon militant. Comprenne qui pourra !

La minorité a réclamé la représentation proportionnelle à la C. E., où elle aurait dû avoir trois représentants. Mais, démocratie, où es-tu ? Galopin déclara que la majorité était, elle aussi, pour la démocratie, mais, paraît-il, avec la minorité, ces critiques, ces contre-

révolutionnaires, rien à faire ! Des candidats isolés ont d'ailleurs subi le même sort que les candidats minoritaires, les insultes en moins.

Lénard éliminé et Richard devenu maire de Pierrefitte sont remplacés par Manguin et Courtade. Des mauvaises langues vont jusqu'à dire que Faure-Brac peut faire sa valise, ainsi que Poussel, à la Fédération.

Les dirigeants communistes ne feront ainsi qu'aggraver le malaise. — LE CRITIQUEUR.

Une mise au point des Fonctionnaires

La Fédération Autonome des Fonctionnaires nous communique la note suivante :

En réponse à la motion votée par la Conférence organisée par le Cartel des Fonctionnaires, au sujet de la non participation de la Fédération Autonome à cette assemblée, tenue le 20 juillet, la Fédération Autonome fait connaître qu'elle n'a jamais admis d'entente avec ce Cartel que sur le programme revendicatif suivant : action en faveur des 10.800, de l'amnistie et de la reconnaissance du droit syndical.

Or, il ressort des communiqués lancés dans la presse avant la Conférence, que la réunion du 20 juillet avait non seulement pour objet les 10.800, mais aussi l'organisation du Congrès Ouvrier et Paysan du 21 et la préparation de la journée du 1^{er} août contre la guerre.

La Fédération Autonome, de par la ligne qu'elle a toujours suivie et dont elle entend ne pas se départir, ne pouvait donc pas assister à cette conférence. Elle tient à faire remarquer que pour la campagne des 10.800, son concours, depuis le début, n'a jamais fait défaut ; elle rappelle qu'elle a su prendre, sur cet objet, toutes initiatives utiles et toutes responsabilités lui incombant.

Elle entend, à l'avenir, continuer à se tenir sur le terrain strictement syndical.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

JEUDI 11 JUILLET. — Poincaré commence devant la Chambre son discours pour la ratification des accords sur les dettes.

Angleterre. — Le Cabinet Mac Donald refuse à Trotsky l'autorisation de séjour.

VENDREDI 12. — L'ancien ministre Klotz est condamné en correctionnelle à deux ans de prison sans sursis.

SAMEDI 13. — Arrestation, à Paris, de vendeurs de l'organe des Jeunesses Communistes, dont le numéro est poursuivi.

DIMANCHE 14. — Arrestation de Calzan, gérant de la revue *l'Internationale Communiste*.

U. R. S. S. — Le gouvernement proteste auprès du gouvernement chinois contre l'occupation du chemin de fer de l'Est-Chinois.

LUNDI 15. — *République Argentine.* — La grève des dockers s'étend à tous les ports.

MARDI 16. — J. Burguet est condamné à cinq mois de prison par le tribunal correctionnel de Limoges.

MERCREDI 17. — Perquisitions à *l'Humanité* et au siège du Parti Communiste : arrestation du rédacteur militaire de *l'Humanité*.

JEUDI 18. — Lock-out des terrassiers du Métropolitain.

U. R. S. S. — Le gouvernement rompt les relations diplomatiques avec la Chine.

SAMEDI 20. — La Chambre ratifie les accords sur les dettes à 8 voix de majorité.

DIMANCHE 21. — La police arrête tous les participants à une réunion du Parti Communiste, à Villeneuve-St-Georges. — Interdit à Clichy, le « Congrès ouvrier et paysan » se réunit à St-Ouen.

LUNDI 22. — Le « plénum » de l'Internationale Communiste a décidé de relever Boukharine et Humbert-Droz de leurs fonctions.

ENTRE NOUS

UN EFFORT D'ENSEMBLE POUR LA R. P.

Il fait chaud et nous sommes dans la période des vacances. C'est sans doute pour cela que nos amis restent plongés dans l'inaction.

Jugez de notre audace; nous allons tenter de remuer les uns et les autres; nous allons leur demander, avec le plus de force possible, de se réveiller et d'en mettre un coup pour la R. P.

D'abord cette période ne sera pas une période creuse. Ce sera une période de Congrès, Congrès de la C. G. T., Congrès de la C. G. T. U., Congrès des Fédérations d'industrie appartenant aux deux C. G. T. De nombreux militants vont se rassembler; nos amis ne manqueront pas d'en profiter pour recueillir abonnements et souscriptions, pour augmenter le nombre des lecteurs et des amis de la revue.

Puis il n'est pas possible que la R. P. continue à piétiner. Or, elle piétine. 27 abonnements nouveaux en juin. 28 abonnements nouveaux en juillet. Alors que c'est la cadence de 70 abonnements nouveaux par mois que nous voulons obtenir, c'est cette cadence qu'il est indispensable d'obtenir pour arriver aux 1.500 abonnés ainsi que pour boucler notre budget.

Nous allons demander instamment à nos amis de faire le grand effort d'ensemble qui est indispensable pour la vie et pour le développement de la revue.

Voici notre plan :

1° Rémunérer les abonnés et amis de la R. P. de chaque arrondissement de Paris et de chaque localité de la banlieue; une première réunion, celle du XV^e est prévue pour cette semaine. Au cours de ces réunions, nous exposerons la situation de la revue à nos camarades; nous étudierons en commun les moyens de travailler à la diffusion de la R. P. dans l'arrondissement ou la localité considérés.

2° Pour la province, nous allons communiquer aux camarades de chaque département les résultats de notre « inventaire » des abonnés au 31 juillet; par lettre, nous tâcherons de leur dire ce que nous dirons de vive voix aux Parisiens.

Sans plus de mots, nous allons tâcher de mettre ce plan en application. Naturellement, toutes les suggestions seront les bienvenues. Et nous comptons bien parvenir à remuer nos amis.

PERMANENCE L'APRÈS-MIDI

Jusqu'à présent, Chambelland avait tenu la permanence le matin et l'après-midi, et il se faisait remplacer quand il avait besoin de son temps pour son travail de comptable. Mais le camarade chargé du remplacement venait ou ne venait pas, pris lui aussi par sa besogne particulière. Aussi le « Noyau » a décidé de changer la permanence; celle-ci sera tenue l'après-midi seulement de 14 heures à 19 heures, tous les jours. Les camarades y trouveront toujours quelqu'un.

RENOUVELEZ! RENOUVELEZ!

Près de soixante camarades dont l'abonnement s'est terminé en juin ne nous ont pas encore envoyé leur réabonnement. Nous allons leur faire présenter un recouvrement postal, auquel, nous l'espérons, ils réserveront bon accueil.

Ceux dont l'abonnement s'est terminé en juillet voudront renouveler de suite pour nous éviter les frais et le travail du recouvrement postal.

Et, en nous transmettant leur réabonnement, qu'ils pensent aux « possibles ».

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 2; Seine, 1; Seine-et-Oise, 1; Extérieur, 3. — Total : 7 abonnements nouveaux.

NOTRE SOUSCRIPTION

J. Laplaud (Haute-Vienne), 5; M. Noë (Pyrénées-Orientales), 5; Fradin (Paris), 20; Gauzy (Gard), 25; Denat (Isère), 3; Bacconnier (Ardèche), 5; Gauzy (Gard), 7,75; Chouette (Paris), 10; Léon Laurent (Belgique), 5; Le Béchee (Seine-et-Oise), 10. — Total : 95 fr. 75.

Angleterre. — La conférence de la Fédération des Mineurs demande l'abrogation des 8 heures.

Belgique. — Mort du baron Empain.

MARDI 23. — Perquisitions nocturnes à la C. G. T. U. et à l'Union des Syndicats. — Arrestation de Midol et de Gourdeaux. — Les militants arrêtés à Villeneuve-Saint-Georges sont inculpés de complot contre la sûreté de l'Etat.

Allemagne. — A Francfort, 2^e Congrès de la Ligue anti-impérialiste.

MERCREDI 24. — Arrestation de Dudilleux. — La C. A. P. du Parti socialiste proteste contre l'arbitraire de la répression. — Perquisition à la Banque Ouvrière et Paysanne.

JEUDI 25. — Arrestation de Saint-Preux, gérant de l'Humanité.

Tchécoslovaquie. — Nombreuses arrestations de militants communistes.

Les raisons de l'autonomisme alsacien Un rédacteur du *Fonctionnaire syndicaliste*, l'organe de la Fédération autonome

des Fonctionnaires, est allé, lors du procès Roos à Besançon, demander au chef autonomiste Rossé de lui exposer les bases économiques du mouvement autonomiste alsacien. Nous reproduisons ci-dessous une partie de l'interview de Rossé, à qui le rédacteur du *Fonctionnaire syndicaliste* avait soumis un article de notre camarade Louzon :

— Dans un article publié par la *Révolution Proletarienne* du 1^{er} janvier, Louzon estime que votre mouvement est surtout un mouvement paysan, « représentatif d'une économie arriérée ». Est-ce votre avis?

— Non. Nous avons dans notre mouvement, un grand nombre d'ouvriers et de fonctionnaires. Il est exact, toutefois, que notre parti compte beaucoup de paysans. Il y a à ce fait des explications autres que l'influence religieuse ou les questions culturelles. Par exemple, nos vigneron ne peuvent lutter avec la concurrence du Midi. De même pour nos maraîchers. Ceux-ci ne pouvaient vendre qu'en Allemagne. Or, le nouveau tarif douanier est défavorable aux produits agricoles. Ajoutez à cela que la législation française sur la culture est surannée. Vous aurez quelques-uns des éléments économiques de l'autonomisme paysan.

— Pourquoi les ouvriers sont-ils autonomistes?

— Le communisme (à Strasbourg et en Lorraine) et l'autonomisme sont les deux mouvements les plus forts dans la classe ouvrière. Or, comme les communistes défendent l'autonomie... Les raisons de cet état de choses sont les suivantes. Chez nous, les patrons n'ont pas la même liberté que dans le reste de la France. Le repos hebdomadaire est absolu. Le travail des enfants est mieux protégé! La fréquentation scolaire est plus régulière (moins de 2% d'absences injustifiées, même dans les villes). Nos assurances sociales sont supérieures à celles qui viennent d'être votées. En somme, l'ouvrier était mieux protégé. Dans les soumissions, des clauses favorables aux ouvriers étaient introduites. En cas de violation du droit syndical, il arrivait que le patron se voyait retirer des commandes par le Parlement d'Alsace-Lorraine, sans préjudice des sanctions judiciaires.

— Comptez-vous dans vos rangs des capitalistes? Des industriels? Des banquiers?

— Non, me répond Rossé, ils sont « assimilateurs »; ils possèdent la langue française, ont des affinités avec « l'intérieur » d'où un sentiment de supériorité. C'est pour eux comme un signe de classe. Ajoutez à cela que le régime français leur plaît pour la facilité qu'il leur donne de régner sans contrôle, de violer impunément les lois ouvrières.

Le rédacteur du *Fonctionnaire syndicaliste* remarque que la réponse de Rossé, sur le caractère paysan du mouvement autonomiste, « corrobore en tous points l'opinion de Louzon. Elle suppose — écrit-il — la création d'une région autonome au point de vue des douanes, en vue de faire du protectionnisme, ce qui est de toute évidence un symptôme d'économie arriérée ».

**GROUPE D'OPPOSITION COMMUNISTE
EN BELGIQUE**

DISCUSSION ET POLEMIQUE N° 3

VIENT DE PARAITRE :

MON EXIL



PAR LÉON TROTSKY

*(Avec un portrait de Trotsky et une
introduction de W. Van Overstraeten)*

Une brochure : un franc

En dépôt pour la France à la Librairie du Travail

IL FAUT LIRE :

Les Problèmes de la Révolution Prolétarienne

PAR FERNAND LORiot

*(Cette étude, qui ouvre la discussion sur des
questions trop longtemps laissées dans l'ombre,
doit être entre les mains de tous les militants)*

**Une brochure de 72 pages : 3 francs ;
10 exemplaires : 20 francs**

EN SOUSCRIPTION

**POUR PARAITRE
EN OCTOBRE 1929**

Victor Serge

L'AN I DE LA RÉVOLUTION RUSSE

**Un volume de près de six cents pages
prix actuel quinze francs franco.**

Nous réservons ce prix spécial aux premiers souscripteurs qui, connaissant la valeur des écrits déjà publiés de l'auteur, n'hésiteront pas à souscrire, dès à présent, à cet ouvrage qui est de la classe des « Dix jours qui ébranlèrent le Monde » de John Reed.

Comprenez l'importance d'une telle publication, et les charges qu'elle représente. Aidez-nous.

Songez aussi que le prix définitif sera de 25 francs, et que le prix actuel de souscription ne sera maintenant que quelques semaines.

**Souscrivez sans tarder par chèque postal N° 43-08.
Seules les souscriptions payées seront inscrites.**

**Nouvelle adresse : 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-X'. — Téléphone : Combat 08-02
Chèque postal : N° 43-08, Paris**

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 285.494 B



Chèque postal
PARIS
N° 48-08

Dernières Nouveautés

LITTÉRATURE

E.-M. REMARQUE. — A l'Ouest rien de nouveau (Stock)	12 fr.
Michel MERLAY. — Histoire d'un meurtre (Rieder)	12 fr.
Stéfan ZWEIG. — Jérémie (Rieder)	15 fr.
Pierre ABRAHAM. — Balzac (Rieder)	18 fr.
Jules ROMAINS. — Quand le navire... (N.R.F.)	12 fr.
CHENG-TCHENG. — Ma mère et moi (Attinger)	15 fr.
Marcel COULON. — La vie de Rimbaud et son œuvre (Mercure)	15 fr.
Alain GERBAULT. — A la poursuite du soleil (Grasset)	12 fr.
Comtesse de GRAMMONT. — Les marronniers en fleurs (Grasset)	12 fr.
Romain ROLLAND. — Beethoven, Les grandes époques créatrices (en souscription aux Editions du Sablier)	32 fr.
J.-O. CURWOOD. — La piste dangereuse (Crès)	12 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Léon TROTSKY. — La Révolution défigurée (Rieder)	15 fr.
CHEN-FOU-CHOEN. — La Révolution chinoise (Alcan)	20 fr.
Henri DUBREUIL. — Standards (Grasset)	15 fr.
Francis DELAISI. — Les deux Europes (Payot)	20 fr.
Henri SEE. — Esquisse d'une histoire économique et sociale de la France (Alcan).	50 fr.

GEOGRAPHIE

En souscription :	
Géographie Universelle. Tome VIII. — Asie Occidentale, Haute Asie.	
— — — Tome X. — Océanie, Régions polaires australes.	
Les deux volumes brochés	165 fr.
Reliure travail	225 fr.

Les Editions de la Librairie du Travail

Un livre que chaque militant doit lire

LISSAGARAY

HISTOIRE DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition, revue et préfacée par Amédée DUNOIS

Un volume in-16 jésus de 612 pages. 25 francs